

REPUBLIQUE DU BURUNDI



CABINET DU PREMIER MINISTRE

**SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT DE LA
PLATEFORME MULTISECTORIELLE DE SECURITE
ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION « SEP/PMSAN »**

**FEUILLE DE ROUTE NATIONALE POUR LE
RENFORCEMENT DES SYSTEMES
ALIMENTAIRES AU BURUNDI**

*« Rapport consolidé au terme des Concertations
Nationales dans le cadre des préparatifs du Burundi au Sommet
Mondial sur les Systèmes Alimentaires »*

Avril – Juillet 2021

Bujumbura le 21 Juillet 2021

PREFACE

Le Gouvernement du Burundi s'est engagé à tout mettre en œuvre pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population Burundaise, garant d'un capital humain suffisamment productif et d'un développement socioéconomique durable.

Ainsi, à travers un leadership transformationnel et exemplaire plusieurs initiatives ont été mises en œuvre afin de faire évoluer le pays vers un avenir plus prospère où tous ses citoyens, qu'ils soient jeunes ou vieux, hommes ou femmes, vivant en milieu rural ou urbain, sont tous dotés de la capacité de réaliser pleinement leur potentiel et de vivre en toute satisfaction et fierté de leur pays.

Le Gouvernement du Burundi est conscient que la transformation des systèmes alimentaires est nécessaire pour un avenir meilleur où la population vit longtemps et en bonne santé, où les enfants fréquentent mieux l'école avec une forte productivité à l'âge adulte et une économie robuste. Et donc, une progression vers un Burundi où chaque bouche dispose à manger en qualité et en quantité et où chaque personne ou ménage dispose de moyens suffisants et durables pour subvenir aux besoins élémentaires et d'investissement des familles.

L'élaboration de cette feuille de route nationale pour le renforcement des systèmes alimentaires au Burundi s'inscrit dans le contexte de l'opérationnalisation du Plan National de Développement (PND 2018-2027), avec l'engagement et l'implication de toutes les parties prenantes pour améliorer les systèmes alimentaires à travers l'introduction des réformes appropriées pour dynamiser et accélérer le parcours collectif visant le renforcement de la sécurité alimentaire ; créer des systèmes alimentaires plus sains et préserver notre planète dans une dynamique multisectorielle, multi acteurs et multi niveaux.

Le processus d'élaboration de cette feuille de route nationale a connu la mobilisation de toutes les parties prenantes et a débouché sur des orientations programmatiques déclinées en actions prioritaires à haut impact qui permettront d'atteindre les objectifs qui tiennent compte des Agendas international (Objectifs de Développement Durable, ODD, régional (agenda africain 2063), sous régional (vision 2050 de la Communauté d'Afrique de l'Est) et surtout agenda national (Vision Burundi 2025) et plus particulièrement le Plan National de Développement 2018-2027.

La vision holistique du Gouvernement burundais constitue un atout important pour mieux canaliser les efforts et développer des interventions synergiques adaptées à la problématique des systèmes alimentaires qui est devenue très complexe. En effet, l'expérience de l'approche horizontale qui promeut des actions intégrées multisectorielles mieux coordonnées à l'échelle nationale au sein de la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition qui a été mise en place par le décret N° 100/068 du 13 Avril 2019 et qui vient d'être revu par le décret N° 100/143 du 11 Mai 2021 est très rassurante.

Nous espérons que les interactions régulières des systèmes de santé, des systèmes alimentaires, des systèmes d'approvisionnement en eau, hygiène et assainissement, des systèmes de protection sociale, sans oublier les thématiques transversales comme le genre et



la Gouvernance permettront sans nul doute de transformer les systèmes alimentaires burundais au bénéfice de la Nation burundaise.

La présente feuille de route alignée sur les politiques nationales et les différentes stratégies sectorielles fait appel aux différents secteurs qui doivent développer des mécanismes de collaboration pour des interrelations fructueuses.

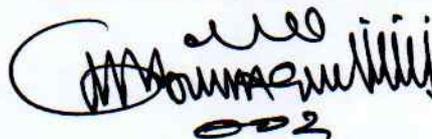
La Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition offre un cadre approprié de coordination pour la complémentarité des efforts tout en évitant les chevauchements, les duplications et les pertes d'énergie. Le Secrétariat Exécutif Permanent de la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition garde une importance capitale dans le suivi-évaluation multisectorielle, à l'aide des outils qui sont déjà disponibles comme le Cadre Multisectoriel de suivi-évaluation, la cartographie des interventions et des intervenants, sans oublier le rôle primordial des structures déconcentrées et décentralisées de la Plateforme pour le renforcement de la gouvernance locale susceptible d'induire des changements perceptibles à l'échelle nationale.

Nous prenons cette occasion pour présenter de vifs remerciements aux membres de la Commission Technique mixte qui ont travaillé assidûment pour produire ce document de grande importance pour le renforcement des systèmes alimentaires au Burundi. Nos remerciements s'adressent également aux Partenaires stratégiques du Gouvernement pour l'accompagnement du processus d'élaboration de cet outil et nous lançons un appel pour un meilleur accompagnement de sa mise en œuvre pour de meilleurs résultats.

Enfin, nous réaffirmons que le Gouvernement burundais ne ménagera aucun effort pour soutenir les initiatives prometteuses à travers l'augmentation des allocations, le renforcement de la Gouvernance multisectorielle et le partenariat afin d'évoluer vers des systèmes alimentaires sains, durables, nutritionnels et résilients, à travers un système de suivi-évaluation efficace.

Son Excellence Monsieur le Premier Ministre
Président du Comité de Pilotage de la Plateforme
Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition

Alain Guillaume BUNYONI
Commissaire de Police Général



Handwritten signature of Alain Guillaume Bunyoni, with the number 002 written below it.

Table des matières

PREFACE	i
LISTE DES TABLEAUX	ii
RESUME EXECUTIF	iii
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	vi
INTRODUCTION	1
I. ANALYSE SITUATIONNELLE DES SYSTEMES LIMENTAIRES AU BURUNDI.....	4
I.1. Ressources naturelles et production agro-sylvopastorale et halieutique au Burundi.....	4
I.1.1. Une alimentation suffisante en qualité et en quantité pour tous.....	8
I.2. DIAGNOSTIC STRATEGIQUE.....	13
II. VISION, OBJECTIFS, PRINCIPES DIRECTEURS ET PILIERS THEMATIQUES	17
II.1. VISION	17
II.2. OBJECTIFS.....	17
II.2.1. Objectif général	17
II.2. 2 Objectifs spécifiques.....	17
II.3. PRINCIPES DIRECTEURS	17
II.4. PILIERS THEMATIQUES	19
III. ROLES ET RESPONSABILITES, RISQUES ET ELEMENTS DE MITIGATION, CADRE DE SUIVI-EVALUATION, BUDGET ESTIMATIF, CADRE LOGIQUE DES INTERVENTIONS PRIORITAIRES ET CHRONOGRAMME	29
III.1. ROLES ET RESPONSABILITES	29
III.2. RISQUES ET ELEMENTS DE MITIGATION.....	31
III.3. CADRE DE SUIVI-EVALUATION	31
III.4. BUDGET ESTIMATIF	32
III.5. CADRE LOGIQUE DES INTERVENTIONS PRIORITAIRES	32
III.6. CHRONOGRAMME.....	32
CONCLUSION.....	33
REFERENCES	34
ANNEXES	36
Annexe 1 : Liste des membres de l'équipe de rédaction de la Feuille de route nationale pour le renforcement des systèmes alimentaires au Burundi	36
Annexe 2 : Liste des participants dans les concertations	36

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Force, faiblesse, opportunités et menaces	15
Tableau 2 : Risques et mesures de mitigation pour la feuille de route de renforcement des systèmes alimentaires.....	31
Tableau 3 : Membres de l'Equipe de rédaction de la Feuille de route nationale pour le renforcement des systèmes alimentaires au Burundi.....	36
Tableau 4 : Liste des Participants aux concertations nationales et infranationales sur les systèmes alimentaires dans le cadre des préparatifs du Burundi à la participation au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.....	37
Tableau 5 : Liste des Participants à l'atelier de validation technique de la feuille de route nationale pour le renforcement des systèmes alimentaires au Burundi.....	43

RESUME EXECUTIF

A travers un leadership transformationnel et exemplaire, le Gouvernement du Burundi s'est engagé à tous mettre en œuvre pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population Burundaise, garant d'un capital humain suffisamment productif et d'un développement socioéconomique durable. Dans cette dynamique et dans la droite ligne du Plan National de Développement (PND 2018-2027), le Gouvernement du Burundi s'est déterminé à renforcer les systèmes alimentaires afin de progresser vers un Burundi où chaque bouche dispose à manger en qualité et en quantité et où chaque ménage dispose de moyens suffisants et durables pour subvenir aux besoins élémentaires et d'investissement familial.

Les Systèmes Alimentaires concernent tous les éléments entre autre les personnes, les infrastructures, l'environnement, les processus et leurs interactions intervenant dans la production et la consommation des aliments ainsi qu'à l'élimination des déchets. Les qualités nutritive, sanitaire, organoleptique et marchande des biens produits et consommés, mais aussi leur disponibilité et les conditions d'y accéder dépendent largement de la manière dont les systèmes alimentaires sont structurés.

Dans le cadre des préparatifs du Burundi au Sommet Mondial sur les Systèmes alimentaires, des concertations participatives et inclusives ont été conduites au niveau national et infra national afin d'entendre les différentes parties prenantes s'exprimer sur les grands enjeux et les leviers d'action pour des systèmes alimentaires socialement et économiquement résilients. Les résultats des concertations ont été enrichis par des réflexions des experts nationaux et des partenaires stratégiques du Gouvernement et ont abouti à cette feuille de route nationale pour le renforcement des systèmes alimentaires au Burundi.

Le diagnostic des systèmes alimentaires Burundais qui a été effectué, a permis ainsi d'élaborer des voies nationales vers des systèmes alimentaires sains, nutritionnels, abordables, durables et résilients à travers des interventions réformatrices adaptées regroupées dans cette feuille de route qui se présente comme le couronnement du processus de préparation du Burundi au Sommet. Elle est un complément utile des autres outil programmatiques qui permettra d'ajuster les politiques et les stratégies en introduisant de nouvelles mesures et de nouveaux partenariats mais aussi en élargissant les initiatives existantes à travers des pistes d'action avancées, en essayant de construire sur l'existant sans pour autant bouleverser tous les systèmes déjà en place.

Cette feuille de route nationale pour le renforcement des systèmes alimentaires est donc un des documents d'opérationnalisation du PND afin de réaliser la vision et les ambitions reflétées dans ce document servant de référence dans la planification au développement socioéconomique. Elle est en phase avec les politiques et stratégies sectorielles et fait appel aux différents secteurs qui doivent développer des mécanismes de collaboration pour des interrelations fructueuses à travers un système de suivi-évaluation efficace.

Le grand défis qui a guidé les réflexions qui ont conduit à cette feuille de route est le suivant :
« Nourrir la population burundaise à travers une amélioration de facteurs de

production et une gestion efficace et rationnelle des ressources tout en faisant face à la démographie galopante et aux phénomènes liés au changement climatique ».

La vision poursuivie à travers cette feuille de route est la suivante :

« A l'horizon de l'an 2027, le Burundi dispose des systèmes alimentaires performants basés sur des initiatives publiques et privées, individuelles et collectives, pour des aliments sains, nutritifs, abordables et durables pour toutes les catégories de la population burundaise et une production agrosylvopastorale qui couvre suffisamment les besoins avec un excédent compétitif sur le marché mondial susceptible d'améliorer les revenus des ménages caractérisés par une autonomie et une résilience durable à travers une gouvernance multisectorielle efficace et un partenariat stratégique au niveau sous régional, régional et international ».

L'objectif général de cette feuille de route est d'apporter des pistes d'actions réformatrices afin que le Burundi dispose des systèmes alimentaires sains, nutritionnels, abordables, durables et résilients répondant aux besoins du peuple burundais pour un capital humain suffisamment productif et un développement socioéconomique durable.

Les objectifs spécifiques de cette feuille de route sont les suivants :

- 1) Assurer la gestion rationnelle et équitable de la ressource terre tout en apportant une réponse adaptée à la forte croissance démographique ;
- 2) Développer un dispositif permettant des systèmes de production durables et résilients au changement climatique ;
- 3) Garantir une alimentation saine et nutritive et développer des mécanismes de résilience des populations burundaises et surtout les plus vulnérables ;
- 4) Accroître l'économie nationale à travers des produits agricoles compétitifs sur le marché ;
- 5) Promouvoir la dimension Genre et l'autonomisation des jeunes pour des systèmes alimentaires durables ;
- 6) Promouvoir la gouvernance et les mécanismes de financement innovants des systèmes alimentaires.

La réussite de la mise en œuvre de cette feuille de route passera par les principes directeurs que sont : l'approche Multisectorielle ; l'intégration des systèmes (santé, agriculture et environnement, éducation, protection sociale, commerce et approvisionnement en eau, hygiène et assainissement) ; la Gestion axée sur les résultats (GAR) ; la transparence et la redevabilité ; la participation et l'appropriation communautaire ; l'équité et le respect de la personne humaine ; le partenariat ; la déconcentration et la décentralisation.

Cette feuille de route est axée sur **six Piliers Thématiques étroitement liés et essentiels** pour placer le Burundi sur la voie qui mène aux systèmes alimentaires sains, nutritionnels, abordables, durables et résilients à travers des réponses adaptées aux défis démographiques et climatiques :

Pilier n°1 : Gestion rationnelle et équitable de la ressource terre et réponse à la pression démographique ;

Pilier n°2 : Systèmes de production durable et résilients au changement climatique ;

Pilier n°3 : Alimentation saine et nutritive et mécanismes de résilience des populations burundaises ;

Pilier n°4 : Compétitivité agricole dans un contexte de bonne gouvernance ;

Pilier n°5 : Promotion de la dimension Genre pour des systèmes alimentaires résilients ;
Pilier n°6 : Renforcement de la gouvernance et des mécanismes de financement innovants des systèmes alimentaires.

Dans une dynamique multisectorielle, multi acteurs et multi niveaux, il est attendu que les acteurs impliqués jouent leurs rôles à travers des interventions complémentaires mieux coordonnées à l'échelle nationale et ancrées sur la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition et ses structures déconcentrées et décentralisées que sont les Plateformes Provinciales et Communales de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (PPSAN et PCSAN) Un plan spécifique de suivi et d'évaluation sera élaboré pour assurer une bonne efficacité de sa mise en œuvre.

Le financement de cette feuille de route se fera à travers les budgets des politiques et stratégies ajustées pour les rendre très sensibles aux systèmes alimentaires dans un esprit de travail collaboratif pour de meilleurs rendements.

Un cadre logique pourra dans la suite être élaboré servant comme instrument permettant d'effectuer une lecture rapide des interventions et des résultats attendus et des moyens à mettre en œuvre pour les atteindre. Il sera un document synthèse de toutes les informations managériales pour faciliter la mise en œuvre et l'examen systémique des opérations effectuées.

Ce cadre logique sera susceptible d'être enrichi par les inputs qui sortiront du pré-sommet prévu du 26 au 28 Juillet 2021 à Rome (Italie) et du Sommet mondial prévu en Septembre 2021, à New York.

Un chronogramme sous forme de diagramme de Gantt sera établi afin de permettre la programmation des actions dans le temps et leur mise en œuvre en temps utile.

En définitive, il est fort évident que le renforcement des systèmes alimentaires requiert des interventions réformatrices pour un développement socioéconomique durable. La transformation desdits systèmes passera par l'élaboration et la mise en œuvre des politiques d'exploitation et de protection des ressources naturelles ; les initiatives publiques et privées ; la facilitation pour l'accès au capital foncier ; la prise en compte de la dimension genre dans les politiques et stratégies sensibles aux systèmes alimentaires ; l'autonomisation des jeunes ; les nouvelles technologies pour se procurer d'énergie dans les ménages comme levier important pour limiter la déforestation ; l'agriculture sensible à la nutrition et climato intelligente et les pratiques prometteuses d'agro business.

Une attention particulière doit être portée sur le financement des systèmes alimentaire à travers des mécanismes innovants sans oublier le système d'assurance agricole et de garanti pour des projets suffisamment réfléchis et par conséquent bancables.

D'autres priorités cadrent avec la politique d'urbanisation et de décentralisation ; la transformation des produits pour l'augmentation de leur valeur nutritive , leur longévité/durée de conservation mais aussi l'offre d'emploi aux jeunes dans les usines de transformation qui mettent sur la marché des produits compétitifs, sans oublier l'éducation nutritionnelle bien structurée et l'accréditation des laboratoires de contrôle de qualité.

=====

SIGLES ET ABREVIATIONS

APBSAN	: Alliance des Parlementaires burundais pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
BBN	: Bureau Burundais de Normalisation et Contrôle de la qualité
CEA	: Communauté Est Africaine
CEEAC	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CEPGL	: Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
CMSE	Cadre Multisectoriel de suivi-évaluation
COMESA	: Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe;
COFIL/PMSAN	: Comité de Pilotage de la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition
DOPEAE	: Document d'Orientation de la Politique Environnementale Agricole et de l'Elevage
GAR	: Gestion Axés sur les Résultats
IMF	: Institutions de micro finances
ML	: Mamans Lumière
ODD	: Objectifs de Développement Durable
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
PANA	: Plan National d'Adaptation
PCDC	: Plan Communal de Développement Communautaire
PCSAN	: Plateforme Communales de Sécurité Alimentaire et de Nutrition
PCSMO	: Politique Commerciale et sa Stratégie de Mise en Œuvre ;
PFN	: Politique Forestière Nationale
PMSAN	: Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition
PND	: Plan National de Développement
PNE	: Politique Nationale de l'Eau
PNIBSMO	: Politique Nationale d'Industrialisation du Burundi et sa Stratégie de Mise en Œuvre ;
PPP	: Partenariat Public-Privé
PPSAN	: Plateforme Provinciales de Sécurité Alimentaire et de Nutrition
PSNPACC	: Politique et la Stratégie Nationale et Plan d'Actions sur le Changement Climatique
RSC/SAN	: Réseau de la Société Civile pour le Renforcement de la Nutrition
SEP/PMSAN	Secrétariat Exécutif Permanent de la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition
SNCACC	Stratégie Nationale de Communication en matière d'Adaptation au Changement Climatique.
SNE	Stratégie Nationale de l'Eau,
SNPA	Stratégie Nationale en matière de Diversité Biologique
SNPALDS	Stratégie Nationale et Plan d'Action de Lutte contre la Dégradation des Sols,
SNU	Système des Nations Unies
ZLE	Zone de Libre Echange tripartite (COMESA-EAC-SADC) ;
ZLECAF	Zone de Libre-Echange Continentale Africaine

INTRODUCTION

Les Systèmes Alimentaires concernent toutes les personnes et tous les processus impliqués dans l'agriculture, l'élevage et les autres formes de production de denrées alimentaires, jusqu'à leur consommation et ce que nous faisons avec nos déchets. Bref, ils englobent la culture, la récolte, la transformation, l'emballage, la distribution, la vente, le stockage, la commercialisation, la consommation, et l'élimination des déchets.

Ces systèmes alimentaires correspondent à l'ensemble des règles de fonctionnement, des modes d'organisation, des technologies et des pratiques qui déterminent les modes de consommation, de production, de transformation, de conditionnement, de stockage et de distribution des biens alimentaires. Ils englobent en outre la gestion des déchets ou des résidus alimentaires, mais exclut les coproduits destinés à des usages non-alimentaires.

La qualité des biens produits et consommés, mais aussi les conditions d'accès aux aliments et leur qualité nutritive dépendent également du fonctionnement des systèmes alimentaires. En ce sens, ils remplissent différentes fonctions sociétales. On pourrait les résumer de manière simple par cette expression : « **de la fourche à la fourchette, de l'étable à la table** ». Et aujourd'hui, il est primordial que les systèmes alimentaires contribuent de manière significative à la durabilité du développement des sociétés humaines. Et pour cela, chacun a un rôle à jouer et nous avons tous la responsabilité de veiller à ce qu'ils fonctionnent correctement.

Les systèmes alimentaires durables jouent un rôle important dans la garantie de la disponibilité et de l'accès à des aliments sains, nutritifs et abordables, dans la création des emplois et des moyens de subsistance décents, dans la contribution à un développement territorial équilibré et dans la protection de nos ressources naturelles et de notre biodiversité.

Un système alimentaire durable assure la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous, sans compromettre les bases économiques, sociales et environnementales permettant aux générations futures d'assurer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les systèmes alimentaires qui fonctionnent correctement doivent : (i) permettre la protection de la biodiversité et des écosystèmes ; (ii) être accessibles et culturellement acceptables ; (iii) être économiquement loyaux et réalistes ; (iv) être sûres, nutritionnellement adéquats et bons pour la santé ; (v) optimiser l'usage des ressources naturelles et humaines, notamment en réduisant les pertes et les gaspillages dans les systèmes alimentaires.

Les systèmes alimentaires mondiaux représentent 8 000 milliards de dollars, soit environ 1/10ème de l'ensemble de l'économie mondiale selon les experts de la Banque Mondiale. Mais Actuellement, ils ne fonctionnent pas tous bien. Certains sont fragiles et inéquitables. Cela a été constaté à travers le monde depuis la crise engendrée par le COVID-19.

La problématique des systèmes alimentaires est à la fois complexe et urgente à résoudre partant d'une alimentation insuffisante aux maladies induites par l'alimentation en passant par les gaspillages de plus d'un tiers de tous les aliments que nous produisons et les divers problèmes liés aux chaînes d'approvisionnement.

C'est dans ce sens que les Nations Unies organisent le Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaire, prévu au mois de Septembre 2021, à New York, sous le thème « La transformation des systèmes alimentaires est essentielle pour atteindre tous les Objectifs de Développement Durable (ODD) », dans le but de lancer de nouvelles actions audacieuses visant à transformer la façon dont le monde produit et consomme les aliments, afin de progresser vers les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD).

En date du 23 Avril 2021, le Ministre en charge des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement, dans sa correspondance N/Réf : 204.16/0370/MAECD/2021 adressée à Monsieur le Directeur de Cabinet de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, a annoncé l'organisation dudit Sommet par l'Organisation des Nations-Unies. Il a en outre précisé que chaque Etat membre du Système des Nations Unies est invité à lancer des concertations sur les systèmes alimentaires, en guise de la préparation à ce Sommet.

Depuis le mois de Juin 2021, le Burundi a entamé sa préparation à la participation à ce sommet. Pour se joindre aux autres Etats Membres du Système des Nations unies, le Burundi a procédé à la nomination du Coordonnateur National pour la préparation de la participation du Burundi audit Sommet en conduisant le processus des concertations Pays. La nomination a été suivie de la constitution d'une Commission Technique Multisectorielle et Multi acteurs en charge de conduire le processus de préparation.

Ainsi, une série de concertations au niveau nationale et provinciale ont été menées afin d'obtenir l'engagement de toutes les parties prenantes à formuler des actions nationales susceptibles d'induire des changements perceptibles, garantissant une utilisation responsable des ressources naturelles et une réduction de la perte post récolte et faisant de la durabilité un choix éclairé pour le Burundi.

Nous rappelons que le lancement officiel de ces concertations s'est déroulé à Bujumbura, Hôtel Club du Lac Tanganyika, sous le Haut Patronage de la Primature afin de mobiliser toutes les parties prenantes des systèmes alimentaires burundais à contribuer de manière effective aux réflexions sur des politiques et des interventions à haut impact pour élaborer des voies nationales vers des systèmes alimentaires sains, durables, nutritionnels et résilients.

Les concertations du niveau infra national se sont déroulé à Gitega avec les mêmes objectifs de mobiliser toutes les parties prenantes des systèmes alimentaires du niveau intermédiaire et périphérique à contribuer aux réflexions. Partout, ces concertations ont connu la participation de diverses parties prenantes, notamment : leaders, parlementaires, jeunes, producteurs, vendeurs de produits alimentaires, associations, responsables des coopératives agropastorales, petits propriétaires agricoles, scientifiques.

Le sommet des Nations Unies sur les Système Alimentaires, auquel le Burundi prendra part, sera alors une occasion de mettre la lumière sur les principales trajectoires de la transformation des systèmes alimentaires en vue d'atteindre les objectifs nationaux et les Objectifs de Développement Durables (ODD). Et comme le disait le Secrétaire Générale des Nations Unies, Monsieur Antonio Guterres : « *Il est inacceptable que la faim augmente alors que le monde gaspille plus d'un milliard de tonnes de nourriture chaque année. Il est temps de changer nos modes de production et de consommation, y compris pour réduire les émissions de gaz à effet de*

serre. La transformation des systèmes alimentaires est essentielle à la réalisation de tous les objectifs de développement durable. En tant que grande famille humaine, nous devons absolument créer un monde délivré de la faim », fin de citation.

Cette feuille de route renferme donc des solutions adaptées au contexte burundais afin de renforcer ses Systèmes Alimentaires à travers ses différents instruments politiques et stratégiques d'amélioration continue de la situation alimentaire et nutritionnelle de la population. Les différentes interventions réformatrices proposées ici et qui ont été formulées au termes des concertations nationales, permettront d'ajuster les politiques et les stratégies en introduisant de nouvelles mesures et de nouveaux partenariats mais aussi en élargissant les initiatives existantes à travers des pistes d'action avancées, en essayant de construire sur l'existant sans pour autant bouleverser tous les systèmes déjà en place.

Enfin, la présente feuille de route est susceptible d'être enrichie par des inputs qui proviendront du pré-sommet et du sommet effectif sur les systèmes alimentaires.

I. ANALYSE SITUATIONNELLE DES SYSTEMES LIMENTAIRES AU BURUNDI

Avec l'organisation du sommet sur les systèmes alimentaires organisé par les Nations Unies, chaque pays est invité à repenser de manière systémique la sécurité alimentaire et la nutrition de sa population dans le but de lancer de nouvelles actions audacieuses visant à transformer la façon dont le monde produit et consomme les aliments.

Dans ce contexte, le Gouvernement du Burundi a initié des concertations au niveau national afin d'entendre les différentes parties prenantes s'exprimer de manière inclusive afin d'identifier les grands enjeux et les leviers d'action pour des systèmes alimentaires plus durables.

La population actuelle du Burundi est estimée à 12 millions avec un nombre moyen d'enfants par femme établi entre 3,75 et 4 enfants en 2020. La croissance démographique au Burundi est une des plus importantes au monde. En effet, alors qu'en 2019, le taux d'accroissement démographique de la population mondiale est de 1,0 % annuellement, au Burundi, entre 2005 et 2017, le taux de croissance annuel varie entre 3,3 et 3,1% (source : projections démographiques 2010-2050, ISTEERBU).

La population Burundaise a donc quadruplé en 48 ans depuis 1960. Cette croissance démographique rapide est principalement le résultat d'une baisse de la mortalité suite à l'amélioration des conditions sanitaires et une fécondité qui n'a jamais fléchi (source : projections démographiques 2010-2050, ISTEERBU). Aujourd'hui, on compte en moyenne 310 hab. /km² (source : projections démographiques 2010-2050, ISTEERBU).

La pression sur les ressources est donc un enjeu majeur pour le Burundi et le défi qui en découle est le suivant : « **Nourrir la population burundaise à travers une amélioration des facteurs de production et une gestion efficace et rationnelle des ressources tout en faisant face à la démographie galopante et aux phénomènes liés au changement climatique** ».

I.1. Ressources naturelles et production agro-sylvopastorale et halieutique au Burundi.

Moteurs et l'impact

Au Burundi, les aléas météorologiques et climatiques peuvent quelques fois se répercuter sur les rendements et la sauvegarde du sol comme facteur de production (Trux et al. 2013). A cette époque, les auteurs disaient que les pertes économiques annuelles dues aux phénomènes climatiques extrêmes étaient évaluées à 5 -17 % du produit intérieur brut (PIB). Les retombées économiques futures des changements climatiques au Burundi (hors événements météorologiques extrêmes) sont estimées à environ 1 % du PIB à l'horizon 2030.

Parmi les secteurs les plus sensibles figurent l'agriculture (érosion accrue des sols, pertes de récoltes, destruction de terres agricoles, pertes de bétail), les ressources en eau (baisse du

débit des sources en eau et de la reconstitution des nappes phréatiques), contamination des ressources en eau potable, inondations et sécheresses et l'environnement et les écosystèmes (risques accrus d'incendies de forêts, régression de la biodiversité).

Ces effets sont accentués par l'action de l'homme, à savoir :

- La déforestation à la recherche du charbon de bois (principale source d'énergie du pays) ainsi que pour étendre les surfaces cultivables. Sans couvert boisé en haut des collines particulièrement, l'érosion ne serait pas endiguée et la perte des sols augmenterait. Selon l'ISABU en 1991, la perte du sol était estimée à 200 T/ha de sol.
- Un morcellement des terres qui complique une gestion coordonnée et durable des paysages (colline) ;
- Avec une taille moyenne de 0,5 ha par exploitation, la surface atteint ses limites comme facteur principal de sources de revenu alimentaire (source : Stratégie Nationale Agricole 2018-2027);
- Une pollution des milieux aquatiques et aériens due à la mauvaise gestion des déchets ;

Ceci pourrait avoir des conséquences directes et importantes notamment une baisse des productions halieutiques suite aux changements des conditions écologiques; une détérioration de la santé des populations consécutive; une prolifération des maladies causées par l'insalubrité du milieu suite aux inondations et à l'augmentation des températures; mais aussi un impact sur les ressources financières.

Stratégies du Gouvernement.

Actuellement, des différentes stratégies sont en cours d'exécution. En guise d'exemple, c'est vers la fin de l'année 2015 que le Burundi a commencé l'exécution du projet : « Troisième Communication Nationale sur les Changements Climatiques » avec l'appui technique et financier du Fonds pour l'Environnement Mondial à travers le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, son Agence d'exécution. A travers cette communication nationale, des mesures entreprises dans l'atténuation des émissions anthropiques de gaz à effet de serre et les mesures d'adaptation ainsi que les besoins nationaux en technologies propres ont été mis à jour

Par rapport aux problèmes liés aux déchets, une insuffisance d'un assainissement adéquat pourrait constituer un problème majeur qu'il faut résoudre pour le bien-être de la population. Ainsi, il y a eu en mars 2013 la mise en place de la Politique Nationale d'Assainissement et Stratégie Opérationnelle-Horizon 2025.

Dans le secteur de l'agriculture, non seulement on a la stratégie nationale et plan d'action de lutte contre la dégradation des sols mais aussi la Stratégie Agricole Nationale et toutes les autres stratégies sectorielles qui cadrent avec la protection de la ressource terre dans la droite ligne du Plan National (PND) 2018-2027 élaboré au mois de juillet 2019.

Malheureusement ces instruments nationaux ne sont pas suffisamment vulgarisés au niveau local et sont difficilement pris en compte lors de la planification communale qui devait opérationnaliser ces politiques sectorielles.

Les leviers d'actions

A. Des politiques plus vertes pour l'avenir :

Pour la couverture végétale, le Gouvernement burundais a initié un programme de reboisement de tout le pays à travers son programme « EWE BURUNDI URAMBAYE ». Ce genre de politique peut endiguer la déforestation exponentielle.

A partir du décret-loi du 3 mars 1980, portant création des parcs Nationaux et réserves naturelles, une législation relative aux aires protégées fut mise en place.

En outre, le code forestier de 1985, prévoit la création de forêts protégées, réserves forestières et zones de reboisement. Il y a aujourd'hui 14 aires protégées réparties en parcs nationaux, réserves naturelles, monuments naturels et paysages protégés. Les aires protégées du Burundi, juridiquement reconnues (ou du moins en cours de Reconnaissance), couvrent environ 1 040 km² soit 3,7% de la superficie totale du pays et mériterait à être étendue (source : Union internationale pour la conservation de la nature 2011, Parcs et réserves du Burundi: Evaluation de l'efficacité de la gestion des aires protégées, page 7).

B. Gouvernance foncière :

L'importance des activités rurales, principalement des exploitations familiales et leur apport dans la constitution des richesses nationales ne sont plus à démontrer. Cependant, dans le contexte actuel de pression démographique et d'urbanisation accélérée, la terre et les ressources naturelles qu'elle renferme sont devenues une source majeure de compétition, de tension voire de conflit entre différentes couches de la société et cela démontrent à quel point la sécurisation foncière s'avère importante. Tout en reconnaissant et en préservant la primauté de l'État dans la gestion des questions foncières compte tenu de leur complexité (de par ses fondements sociaux, politiques, économiques, voire culturels qui varient selon les pays, les peuples et l'histoire).

C. Infrastructures et technologies pour un environnement durable :

Rehausser le taux d'utilisation des énergies renouvelables (biogaz, énergie solaire, énergie éolienne) permettrait de diminuer l'utilisation du charbon de bois et donc la déforestation.

Les nouvelles techniques de fabrication de charbon à base de déchets (briquettes) pourraient permettre d'atténuer l'utilisation du bois comme source d'énergie dans les ménages.

Plusieurs pays (Ouganda, Kenya, Malawi, Rwanda, Éthiopie, Haïti, Tanzanie, Mali) ont déjà mené des études sur des briquettes combustibles confectionnées à partir des déchets solides (Dusabe, 2013). Une entreprise de fabrication de ces briquettes (Burundi Quality Stoves) est déjà fonctionnelle au Burundi. On peut citer également la valorisation des déchets par des entreprises récentes comme Kaze Green Economy (KAGE Ltd) qui produit du Kabiof® Makara (charbon) et Kabiof® Rukwi (briquettes).

Le potentiel et les techniques des foyers améliorés dans les pays en développement pourraient également contribuer à une exploitation plus durable du charbon de bois (Schure *et al.*, 2011).

Les expériences des foyers améliorés peuvent être trouvées dans certaines zones du pays comme la province de Rutana et Makamba où la population appuyée par le projet multisectoriel de Nutrition mis en œuvre par le consortium Gouvernement-Unicef-WV sous financement BMZ confirme leur importance dans la sauvegarde du bois. Il en est de même pour certaines écoles à cantines scolaires endogènes notamment à Bubanza (Gihanga).

D. Agriculture climato-intelligente

Améliorer la gestion de l'eau est clé pour les agriculteurs burundais. Favoriser la collecte des eaux pluviales pour la petite irrigation collinaire (comme dans le projet Bugesera) ainsi que l'aménagement de périmètres irrigués dans les régions à déficit pluviométrique, notamment dans la plaine de l'Imbo permettrait une production plus durable et plus importante.

L'assainissement des milieux inondables est également clés comme le montre les dernières inondations dans la commune de Mutimbuzi en province de Bujumbura rurale. La montée des eaux du lac Tanganyika ainsi que les eaux de la rivière Rusizi (Mars-Avril 2021) qui ont débordé et ont détruit les cultures, maisons, infrastructures et provoqué des milliers de déplacés vers les quartiers riverains en Mairie de Bujumbura.

Il est également primordial de poursuivre la mise à la disposition d'infrastructures communautaires dans les Bureaux Provinciaux de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage (BPEAE) pour la conservation des semences des cultures vivrières améliorées afin de mettre à disposition des agriculteurs les semences les plus adaptées.

Les techniques de Lutte Anti-érosive (LAE) les plus rencontrées dans les zones d'altitude sont le reboisement (*Grevillea*, *Eucalyptus*) des zones à fortes pentes ; les fossés antiérosifs renforcés en amont ou non par des haies herbacées, arbustives ou arborées ; les haies herbacées seules ou combinées aux arbustes ou aux arbres (agroforesterie) ; les cordons de pierre rangés perpendiculairement à la pente et le paillage sélectif de certaines cultures le plus souvent à haute valeur ajoutée (tomate, aubergine, café, ananas, bananier).

Après 3-4 ans, les haies évoluent en terrasses progressives changeant ainsi le profil topographique des parcelles cultivées avec une réduction conséquente de l'érosion et des pertes en terre et de la fertilité des sols. De l'avis des experts de la Faculté d'Agronomie et de bio-ingénierie de l'Université du Burundi (2021), la technique de haie herbacée antiérosive renforcée ou non en amont par des arbustes ou des arbres serait la technologie la plus facile à mettre en place et permettent l'obtention de très bons résultats.

Encourager les populations à pratiquer l'élevage du petit bétail qui s'adapte à un climat sec notamment les caprins permettrait de valoriser les sous-produits et d'apporter de la matière organique afin d'améliorer la fertilité des sols (à l'instar des projets du FIDA et de la FAO avec la mise en place de chaîne de solidarité pour l'élevage).

Une possibilité pour accroître le couvert forestier serait de combiner les arbres aux cultures vivrières et de créer des plantations en ligne (avec le café ou les bananes). La plantation des arbres le long des axes routiers constitue une autre alternative durable.

La recherche d'espèces ou de variétés mieux adaptées et plus rentables pour le charbon pourrait permettre de maximiser le rendement. A Madagascar, *Eucalyptus robusta* a été retenu comme espèce de reboisement et intégré au monde rural grâce à sa remarquable capacité d'adaptation (Verhaegen *et al.*, 2014).

En complément à tout ce qui vient d'être cité, renforcer le système de prévision météorologique et d'alerte rapide au niveau locale permettrait aux agriculteurs une meilleure adaptation et planification des travaux et récoltes pour éviter les pertes.

I.1.1. Une alimentation suffisante en qualité et en quantité pour tous.

Moteurs et Impacts

Dans certains cas, l'accès à une nourriture suffisante se heurte à un problème relatif au niveau de revenu qui est relativement bas certains ménages et surtout en milieu rural au Burundi. Des efforts se mobilisent pour assurer à la population burundaise des aliments diversifiés et à haute valeur nutritive.

Dans l'ensemble, les facteurs limitant l'alimentation suffisante en qualité et en quantité sont notamment : (i) Difficile accès au financement du secteur agricole ; (ii) rendements faibles ne permettant pas de satisfaire les besoins primaires ; (iii) une production agricole hautement dépendante des saisons avec des périodes de très faible production engendrant une chute de la disponibilité des aliments de base en période de soudure ; (iv) des zones rurales enclavées avec un accès limité aux centres urbains et aux bassins de production ; (v) un accès limité en milieu rural à l'eau propre, facteurs prédominant de la malnutrition infantile ; (vi) niveau d'instruction de la mère, milieu de résidence .

De plus, l'introduction progressive de la Nutrition dans les curricula de formation du personnel de Santé pourrait permettre de réduire les problèmes de disponibilité de Ressources Humaines qualifiées et la faible intégration de la Nutrition dans le paquet de services de base offert à l'enfant de façon systématique. Cette situation affecte aussi la coordination entre les différents partenaires de mise en œuvre et l'intégration de la Nutrition au niveau opérationnel. La création de l'EANSI et le développement actuel des universités qui offrent des enseignements en matière de nutrition constituent des avancés qui pourront changer rapidement cette situation des ressources humaines qualifiées dans le domaine nutritionnel. Ceci pourrait également améliorer le niveau de la recherche. Il faudrait en outre rendre disponible des ressources humaine qualifiées dans l'Enseignement Supérieur afin de développer la recherche-action et la recherche opérationnelle en nutrition qui est actuellement rare.

STRATEGIE DU GOUVERNEMENT

Le Plan Stratégique Multisectoriel de Sécurité Alimentaire et de Nutrition 2019-2023 (PSMSAN II) s'aligne au Plan National de Développement du Burundi (PND 2018 -2027). Le Cadre de Suivi-Evaluation du PSMSAN II permet une bonne harmonisation et une coordination efficace de la réponse nationale aux questions de sécurité alimentaire et de nutrition.

Sous forme pyramidale, ce système est structuré en organes de coordination et d'exécution au niveau central, provincial, communal et communautaire.

D'autres initiatives ont été menées et mérite d'être signalées notamment la subvention des Intrants agricoles, l'introduction de nouvelles cultures à haute valeur nutritive comme les champignons comestibles, la patate douce à chair orange et les haricots et les autres cultures bio fortifiées, initiatives de conservation et transformation des produits agro-alimentaires, la régionalisation des cultures, l'introduction de nouvelles cultures d'exportation (vanille, anacardier, chia, stevia, macadamia, millet, patchouli), pour diversifier la source de revenus en plus du café, du coton et du thé, les efforts pour introduire la mécanisation agricole, la mise en place et la diffusion de la table de composition des aliments, la création d'une Agence Nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire (ANAGESSA).

Enfin, nous ne manquerons pas de souligner le renforcement des interventions de prévention et de prise en charge des cas de malnutrition aiguë, la subvention des soins et services offerts aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes, la mise en œuvre des interventions hautement sensible à la nutrition notamment l'amélioration de l'accès et utilisation des services de santé de qualité à travers la construction des infrastructures sanitaires, la vulgarisation des cartes d'assistance médicales et les autres mécanismes de mutualité communautaire. De plus au Burundi, l'allaitement maternel a eu un grand progrès. L'enquête SMART 2020 a montré que 83% des enfants sont allaités exclusivement au sein.

Des stratégies de lutte contre les carences en micronutriments ont été initiées et mises en œuvre notamment la fortification des aliments et la bio fortification et la fortification alimentaire à domicile. Toutefois, il est important de renforcer les laboratoires nationaux de contrôle de qualité.

En 2013, le concept de Cantines Scolaires Endogènes a vu le jour et insiste sur le lien qui doit prévaloir entre la production locale et l'alimentation scolaire. La vision du Gouvernement à travers le Ministère en charge de l'Education « est d'assurer que tous les enfants scolarisés jouissent d'une bonne santé nutritionnelle nécessaire à l'apprentissage grâce à la fourniture d'une alimentation complémentaire saine et équilibrée dans les écoles, préparée avec des produits exclusivement locaux et respectant les normes nutritionnelles afin que la faim ne constitue pas une barrière à l'éducation ».

LEVIERS D'ACTION

A. Infrastructure, politique éducative

Une revitalisation des milieux ruraux avec des infrastructures routières permettant un meilleur accès aux soins et à l'éducation et continuer d'améliorer les taux de scolarisation avec la politique éducative plus ambitieuse. Selon Waithaka *et al.* (2013), une initiative gouvernementale sur l'éducation primaire universelle donne à la plupart des enfants du Burundi la possibilité d'aller à l'école primaire. Toutefois, le taux de scolarisation reste bas comme énoncé précédemment.

Au Burundi, la Faculté de Médecine et l'Institut National de Santé Publique essaient de mettre en place des Programmes de recherche mais leur connexion avec le secteur de la Santé et Nutrition reste limitée et est à améliorer. Une meilleure coopération avec le Ministère en charge de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique serait un véritable levier.

B. Transformation et stockage

Les structures, les infrastructures et le stockage ne sont pas encore très développés, ce qui rend difficile la conservation en toute sécurité des produits de la plupart des exploitants agricoles, qui n'ont souvent comme seule véritable option que la commercialisation immédiate après la récolte.

Il conviendrait dès lors de construire davantage des hangars communautaires en complément à ceux construits par les divers programmes sur appui du FIDA et d'initier des techniques de warrantages pour des produits non périssables mais sujets à des spéculations comme le riz, le maïs, le sorgho, etc.

La transformation des produits bruts pourrait également permettre d'allonger la durée de vie des produits, de limiter leur dégradation lors du transport et de décaler dans le temps l'entrée d'argent pour les producteurs. Par exemple, la société « Imena Soma Usubire », implantée à Nyagisozi en province de Kayanza, est une unité de transformation de la banane fabriquant du jus et des liqueurs, construit lors des Travaux de Développement Communautaire (TDC) par les citoyens locaux, appuyés financièrement par des partenaires économiques ou investisseurs.

C. Des habitudes alimentaires qui évoluent

Les consommateurs ont un rôle central à jouer sur le changement des systèmes alimentaires. La population burundaise, en majorité rurale, a l'habitude de manger de la pâte constituée de manioc ou de maïs peu équilibrée au niveau nutritionnel. La culture des champignons comestibles est en train d'être répandue à travers le pays sous l'impulsion du leadership du Gouvernement et de l'appui des partenaires stratégiques du Gouvernement comme la FAO.

Par ailleurs, des recherches sont menées en ce moment concernant la production et la consommation d'insectes en particulier à la Faculté d'Agronomie et de bio-ingénierie (FABI) en synergie avec l'ISABU.

En effet, des études sur les insectes comestibles indiquent que la teneur en protéines et en énergie des insectes est comparable à celle des sources de viande conventionnelles (Blásquez *et al.*, 2012; Chakravorty *et al.*, 2014). Par conséquent, la promotion des insectes comestibles pourrait fournir une bonne et durable source alternative de protéines, soit pour la consommation humaine directe, soit indirectement pour l'alimentation animale.

La participation des termites dans le commerce par exemple reste un fait extraordinaire surtout dans les marchés des plateaux centraux et de Kumoso (Nzigidahera, 1995 cité par Banyankimbona, 2004). Un commerce saisonnier plus ou moins florissant apparaît avec la saison d'insectes comestibles apportant des profits importants (Banyankimbona, 2004).

L'amélioration des technologies d'élevage, de récolte et de transformation pourrait permettre de prévenir l'épuisement et les perturbations écologiques tout en assurant une disponibilité continue des produits à base d'insectes. Ces derniers pourraient être mis à disposition tout au long de l'année en développant des méthodes de conservation améliorées ou en les élevant en mini-élevage (DeFoliart, 1992 ; Fasoranti et Ajiboye, 1993 ; Kelemu *et al.*, 2015 ; Van Huis, 2003).

Une étude de Van Huis (2003) a souligné que l'élevage d'insectes pourrait être une forme d'agriculture durable à faible niveau d'intrants pour les femmes et les enfants. Afin d'accroître l'utilisation des insectes comme aliments, il conviendrait d'encourager les aspects promotionnels et éducatifs concernant les insectes, notamment l'assurance de la qualité et de la sécurité des produits à base d'insectes (Gahukar, 2011).

Moyens de subsistance suffisants pour tous

Moteurs et Impacts

La majeure partie de la population dépend en grande partie de l'agriculture au Burundi. Cependant celle-ci génère encore de faibles revenus. Les efforts d'amélioration des pratiques agricoles permettront nécessairement dans un avenir proche à la population rurale d'améliorer le niveau des revenus des ménages.

On peut voir que les premiers produits importés par le Burundi sont les céréales alors que les exportations sont monopolisées par les produits à haute valeur ajoutée. Cependant, des améliorations sont en cours pour que ces produits exportés, s'inscrivent dans des chaînes de valeur suffisamment organisées avec bonne rémunération des producteurs.

Les produits destinés à l'exportation sont soumis à une réglementation des prix prise ou inspirée directement par le Gouvernement du Burundi (café et coton) ou indirectement par le biais d'une société paraétatique (Office du Thé du Burundi-OTB pour le thé). Pour les produits du café, par exemple, de 2005 à 2010, le prix minimum du café cerise était fixé à 72 % du prix franco camion (FOT) (le prix payé par l'acheteur comprend le chargement du café dans les camions de l'acheteur à l'entrepôt). En 2011, ce système a été aboli et un tableau de prix minimum a été introduit, qui est toujours en vigueur aujourd'hui. Cette table, tenue par Intercafé, détermine le prix minimum au producteur en soustrayant d'un prix moyen à l'exportation les coûts rencontrés par les agents tout au long de la chaîne - dépulpage, dépiquage, stockage, transport, taxes et redevances (FAO, 2016). Le Gouvernement a accepté de continuer à augmenter ce prix minimum pour permettre aux producteurs de vivre décemment.

La certification des produits est encore trop coûteuse et pas assez rémunératrice. Dans le cas du café par exemple on peut noter le nombre limité d'agents certificateurs nationaux ce qui limitent grandement la certification et en augmente le prix vu que les agents viennent de l'extérieur. De plus, comme les produits sont souvent regroupés lors de l'export, il arrive que des productions ayant respecté un certain cahier des charges soient mélangés avec d'autre et donc les producteurs ne reçoivent pas le prix convenu au départ. Enfin, les techniques de

production non durables comme la monoculture intensive qui appauvrissent les sols doivent être repensées pour améliorer le rendement.

Stratégie du Gouvernement

La réalisation des opportunités offertes par le secteur agricole au Burundi implique une approche multisectorielle qui dépendra des conditions favorables créées par le Gouvernement et les autres parties prenantes. Ces conditions devraient évoluer autour de quatre actions : (i) la qualité des dépenses publiques consacrées à l'agriculture et des systèmes de prestation de services agricoles et de vulgarisation, (ii) la résilience des communautés rurales et l'adoption de pratiques agricoles intelligentes face au climat, (iii) le développement des infrastructures physiques, et (iv) le développement des chaînes de valeur agricoles.

Globalement, le gouvernement devrait renforcer son rôle de facilitateur et de régulateur des opportunités du secteur agricole, en se concentrant principalement sur la création d'un environnement propice à la transition du secteur de l'agriculture de subsistance vers l'agriculture commerciale.

Actuellement, l'environnement favorable se caractérise par des cadres légaux notamment en matière de fortification des aliments et bio fortification, d'alimentation scolaire et de coordination multisectorielle.

Le leadership exemplaire des Hautes Autorités et du Gouvernement responsable et laborieux est à saluer. En effet, on note un engagement politique fort afin d'entretenir « un Burundi où chaque individu dispose à manger en qualité et en quantité, un capital humain suffisamment productif et un développement socioéconomique durable » comme ne cesse de le concrétiser les plus Hautes Autorités par diverses initiatives prometteuses.

LEVIERS D'ACTION

a. Bénéfice de l'intégration régionale

Au cours de son histoire, le Burundi a adhéré à bon nombre d'organisations régionales. Ainsi, il a adhéré, par ordre chronologique, à la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CPGL), à la Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), au Marché commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) et à la Communauté Est Africaine (CAE). Le processus d'intégration régionale devrait être utilisé pour maximiser les avantages que le Burundi tire de son adhésion à la CAE. La réduction des droits de douane et des BNT devrait permettre au Burundi d'avoir un accès plus facile à un plus grand marché, facilitant ainsi une augmentation des exportations vers le marché régional. Ce marché peut également être utilisé pour introduire de nouveaux produits et renforcer l'expertise et les compétences avant de tenter d'accéder aux marchés internationaux. Dans une large mesure, le Burundi peut également bénéficier des projets d'infrastructure régionaux qui pourraient améliorer considérablement le transport et la logistique (Ndayiragije *et al.* 2017). Les connexions ferroviaires en cours de planification avec les autres pays comme la Tanzanie et la RDC sont des projets prometteurs.

b. Une certification plus performante

La formation d'agents certificateurs nationaux permettrait de diminuer les couts pour obtenir une certification qui est bien souvent un obstacle majeur. De plus, une meilleure traçabilité au sein des chaines de valeur permettrait de mieux contrôler quel producteur ou coopérative a respecté les cahiers des charges établis et donc être rémunéré à juste titre. Un appui à la vulgarisation des cahiers des charges des labels permettrait également aux agriculteurs de mieux se les approprier et donc de mieux les respecter.

c. Une valeur ajoutée plus importante

Dans le cas de la filière café, le Burundi exporte majoritairement les cerises de café qui ont été triées et nettoyées. Elles n'ont pas une valeur ajoutée élevée puisque que la seconde partie de la transformation en grain de café torréfié se fait en dehors du pays. Un levier serait d'avoir une chaine de valeur complète au Burundi, de la cerise fraiche jusqu'au café en grain ou moulu. Cette opportunité pourrait s'appliquer pour d'autres produits comme le thé ou le coton.

d. Des activités durant la période de soudure et promotion de l'entrepreneuriat

Dans un pays où on assiste à une saisonnalité des productions il conviendrait de former les agri-éleveurs à l'entrepreneuriat rural afin de les encourager à se donner aux activités génératrices de revenus en période de soudure. Pour aider les coopératives et les agriculteurs à vaincre les difficultés liées à la gestion et à l'organisation ainsi qu'au financement des activités ; il va falloir renforcer leurs capacités pour élaborer des projets bancables à soumettre aux institutions financières et aux autres promoteurs de mécanismes de financement dont les effets sont déjà prouvés.

I.2. DIAGNOSTIC STRATEGIQUE

Pour renforcer la performance des systèmes alimentaires au Burundi, il s'est avéré indispensable de réaliser un diagnostic stratégique pour appréhender le contexte général dans lequel évoluent ces systèmes alimentaires en étayant les caractéristiques de leur environnement interne et externe. Ce diagnostic a été alimenté par les résultats des concertations nationales avec toutes les parties prenantes des systèmes alimentaires que nous avons réalisées prenant en compte les différents acteurs du niveau central, intermédiaire et périphérique.

Le diagnostic stratégique interne a permis de déterminer les forces et les faiblesses des systèmes alimentaires en décortiquant soigneusement les aspects structurels et conjoncturels. Ce qui a permis de révéler sans ambiguïté les éléments nous permettant de fixer les piliers relatifs au renforcement des systèmes alimentaires burundais.

Le diagnostic stratégique externe quant à lui, a permis d'identifier les opportunités et les menaces des systèmes alimentaires burundais.

Ce double diagnostic (interne et externe) a été un exercice important qui nous a permis de structurer cette réforme tangible des systèmes alimentaires burundais et de décliner des

actions prioritaires adaptées au contexte. Les éléments de cette analyse sont regroupés dans le tableau suivant.

Tableau 1 : Force, faiblesse, opportunités et menaces

FORCES	POINTS A AMELIORER	OPPORTINUTES	MENACES
<ol style="list-style-type: none"> 1. Gouvernance multisectorielle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle renforcée à travers la Plateforme Multisectorielle 2. Certaines productions sont avancées e chaine de valeur comme la production du lait même si la chaine de valeur a besoin d'une bonne structuration 3. Existence de politique de sauvegarde environnementale 4. Amélioration du climat des affaires pour attirer les investisseurs 5. Existence de cadres politiques et réglementaire en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle 6. Augmentation des infrastructures sanitaires dans tout le pays 7. Augmentation des infrastructures hydrauliques dans tout le pays 8. Existence de la commission foncière nationale 9. Existence de la commission nationale de l'environnement 10. Politique de décentralisation qui autonomise les communes 11. Culture de planification dans les communes avec les PCDC comme outil qui montrer les actions à mener mais aussi un instrument de mobilisation des financements 	<ol style="list-style-type: none"> 1. La disponibilité des produits alimentaires, dépend fortement des saisons au Burundi 2. Problèmes liés à la conservation des produits alimentaires par les producteurs avec quelques fois périssabilité (perte post récolte); 3. Nombre insuffisant de laboratoires de contrôle de qualité de denrées alimentaires ; 4. La production ne correspond pas souvent aux besoins dans certains ménages ; 5. Insuffisance des infrastructures industrielles pour la transformation des produits alimentaires 6. Les systèmes de résilience de la population burundaise au choc ne sont pas encore très développés ; 7. Couverture des besoins souvent compromise par les ventes excessives de produits dans certains ménages 8. Les ménages utilisent encore les techniques agricoles rudimentaires 9. L'offre de service en milieu rural parait encore faible 10. Le système de refinancement des Institutions de micro finances (IMF) qui donnent des crédits aux producteurs n'est pas encore développé 11. Mauvaises pratiques nutritionnelles dans certains ménages surtout en milieu rural; 12. Problème de garantie des producteurs qui désirent des crédits 13. Non disponibilité des certificats fonciers pour la plupart des producteurs locaux 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Existence d'une loi internationale d'opérationnalisation de l'intercommunalité 2. La digitalisation qui stimule l'innovation 3. Le marché est vaste : zone de libre-échange africaine 4. Le Burundi est membre des organisations internationales 5. Réseau hydrographique abondante 6. Bonne pluviométrie avec plusieurs saisons culturelles ; 7. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Phénomènes de changement climatique 2. Dégradation physiques, climatiques et biologiques des écosystèmes 3. Forte dépendance du bois comme source d'énergie dans les ménages 4. Forte pression démographique qui pèse lourdement sur les ressources naturelles 5. Le nombre de la population active est largement inférieur à la population dépendante 6. Barrières culturelles qui empêchent la consommation de certains produits alimentaires 7. Une grande partie de nos terres est acide (36 %) et cela demande d'agir avec

<ul style="list-style-type: none"> 12. Promotion des coopératives agro-pastorales 13. Approche territoriale dans le financement des activités dans les communes 14. Partenariat public –privé avec incitation des privées à investir dans l'agriculture (Agro business) 15. Développement de la pratique d'irrigation 16. Infrastructures routières abondantes pour accès physiques aux denrées alimentaires 17. Politique d'autonomisation des jeunes 18. Vastes programmes d'autonomisation des femmes 19. Existence de la stratégie nationale de fortification des aliments 20. Existence de la stratégie nationale d'alimentation scolaire 21. Politique d'inclusion financière 22. Regroupement des producteurs en coopératives 23. Fixation des prix de vente standard des produits 24. Subvention des intrants agricoles (engrais chimiques et les outils) 25. Campagne de mobilisation des jeunes aux activités agropastorales 	<ul style="list-style-type: none"> 14. Faible niveau d'éducation bancaire chez les producteurs locaux ; 15. Faible niveau de cohérence entre les planifications stratégiques et les PCDC 16. Le domaine de la recherche n'est pas encore très développé 17. Pollution des eaux du Lac Tanganyika 18. Irrégularité du suivi-évaluation des PCDC dans certaines communes ; 19. Exode rural qui spolie la main d'œuvre dans les campagnes 20. Les écoles de formation agricoles font beaucoup plus la formation théorique que pratique ; 21. Irrégularité dans la Supervision/inspection des boutiques alimentaires 22. Les boutiques alimentaires ne sont pas spécialisées 23. Mauvaise gestion des déchets dans certains ménages : absence de séparation des déchets dans certains ménages 24. Absence d'études sur l'impact du retard de croissance sur le PIB 		<p>beaucoup plus de moyens</p> <ul style="list-style-type: none"> 8. Certaines zones du pays ne disposent pas de courant électrique 9. L'assurance agricole n'est pas encore très développée et se heurte aux problèmes environnementaux avec beaucoup de risques
--	---	--	---

II. VISION, OBJECTIFS, PRINCIPES DIRECTEURS ET PILIERS THEMATIQUES

II.1. VISION

A l'horizon de l'an 2027, le Burundi dispose des systèmes alimentaires performants basés sur des initiatives publiques et privées, individuelles et collectives, pour des aliments sains, nutritifs, abordables et durables pour toutes les catégories de la population burundaise et une production agrosylvopastorale qui couvre suffisamment les besoins avec un excédent compétitif sur le marché mondial susceptible d'améliorer les revenus des ménages caractérisés par une autonomie et une résilience durable à travers une gouvernance multisectorielle efficace et un partenariat stratégique au niveau sous régional, régional et international.

II.2. OBJECTIFS

II.2.1. Objectif général

L'objectif général de cette feuille de route est d'apporter des pistes d'actions réformatrices afin que le Burundi dispose des systèmes alimentaires sains, nutritionnels, abordables, durables et résilients répondant aux besoins du peuple burundais pour un capital humain suffisamment productif et un développement socioéconomique durable.

II.2. 2 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de cette feuille de route sont les suivants :

1. Assurer la gestion rationnelle et équitable de la ressource terre tout en apportant une réponse adaptée à la forte croissance démographique ;
2. Développer un dispositif permettant des systèmes de production durables et résilients au changement climatique ;
3. Garantir une alimentation saine et nutritive et développer des mécanismes de résilience des populations burundaises et surtout les plus vulnérables ;
4. Accroître l'économie nationale à travers des produits agricoles compétitifs sur le marché ;
5. Promouvoir la dimension Genre et l'autonomisation des jeunes pour des systèmes alimentaires durables ;
6. Promouvoir la gouvernance et les mécanismes de financement innovants des systèmes alimentaires.

II.3. PRINCIPES DIRECTEURS

L'Approche Multisectorielle :

La problématique des systèmes alimentaires est complexe. Ainsi, la réponse adaptée doit être multisectorielle, multi acteurs et multi niveaux. La prise en compte des questions de genre et la collaboration intra et intersectorielle sont indispensables à l'efficacité des efforts de développement en particulier dans les secteurs suivants : administration territoriale, actions sociales, promotion féminine et enfance, agriculture, élevage, commerce, communication, plan,

finances et budget, éducation, recherche, environnement, hydraulique, industrie, jeunesse, pêche, santé, sécurité et protection civile.

L'Intégration des systèmes :

Les systèmes alimentaires sains, nutritionnels, abordables, durables et résilients requièrent l'intégration des systèmes de santé, d'agriculture, d'éducation, de protection sociale et d'approvisionnement en eau, hygiène et assainissement. Ces systèmes requièrent également les thématiques transverses comme la gouvernance et le genre. Cette approche est d'une importance capitale en terme de résultats mais aussi cela permet la maximisation de l'utilisation productive de ressources limitées.

La Gestion axée sur les résultats (GAR) :

La mise en œuvre de cette feuille de route demandera de mettre en place des stratégies et mesures de gestion des systèmes alimentaires visant à atteindre des résultats que l'on peut quantifier. Il s'agira de fournir un cadre pour mesurer les résultats et rendre compte tout au long du cycle de vie des politiques, des programmes ou des initiatives en apportant les ajustements pour améliorer les interventions sur base permanente.

La transparence et la Redevabilité :

La transparence dans les opérations, les budgets, la prise de décision, les communications, la coordination entre les agences hiérarchiques et les agences non étatiques et pour atteindre les zones isolées sera de mise. Les rôles et les responsabilités de tous les acteurs sont définis et l'adoption d'une approche systémique pour accroître la responsabilité à tous les niveaux est requise.

La Participation et l'appropriation communautaire :

La participation communautaire est la base de toutes interventions. Des approches à base communautaire doivent être développées et pérennisées. L'existence des agents de santé communautaires, des groupements de femmes (mamans lumière) et des leaders communautaires (tels que les comités de développement dans certains collines et villages) devrait être étendue à l'ensemble du pays et capitalisée pour promouvoir des actions de base en vue d'améliorer l'état nutritionnel de la population. Les membres de la communauté, auxquels les ASC sont redevables, prennent leur part de contribution de façon active. Cela garantira le bon déroulement des interventions en nutrition et leur pérennisation, le but étant d'assurer le bien-être de tous les membres de la communauté, à travers leur implication sur les plans économique, agricole, socio-sanitaire et financier.

L'Équité et le respect de la personne humaine :

Dans le but de garantir l'accès de toutes les personnes à des systèmes alimentaires sains, nutritionnels, abordables, durables et résilients, quel que soit les catégories et le lieu de résidence. La réduction des inégalités sera donc impérative particulièrement celles liées au genre, à l'âge et au niveau socio-économique.

Le Partenariat :

Au cours de la mise en œuvre de cette feuille de route, un partenariat stratégique avec les partenaires traditionnels et nouveaux sera renforcé sans oublier le partenariat public-privé afin de mettre à contribution les capitaux du secteur privé au service du développement socioéconomique et ce, dans le respect des règles de bonne gouvernance.

La Déconcentration et la Décentralisation :

La décentralisation vise l'objectif de participation active de l'ensemble de la population à la définition et à la mise en œuvre des politiques de développement économique et social de leur localité. Les résultats attendus d'un processus de Décentralisation sont d'une part le développement local et communautaire, et d'autre part la démocratie locale et la bonne gouvernance.

Les autorités administratives et les responsables des services techniques provinciaux seront mobilisés à travers les Plateforme Provinciales de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (PPSAN) et les Plateforme Communales de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (PCSAN) afin de permettre des interventions mieux coordonnées à l'échelle nationale.

II.4. PILIERS THEMATIQUES

La transformation des systèmes alimentaires requiert des interventions réformatrices à prendre en compte dans les différents aspects de la planification au développement socioéconomique. Cette feuille de route est axée sur six piliers étroitement liés et essentiels pour placer le Burundi sur la voie qui mène aux systèmes alimentaires sains, nutritionnels, abordables, durables et résilients à travers des réponses adaptées aux défis démographiques et climatiques.

Pilier n°1 : Gestion rationnelle et équitable de la ressource terre et réponse à la pression démographique

Il existe une relation bidirectionnelle entre les systèmes alimentaires et l'environnement. Les écosystèmes constitués essentiellement des terres, des eaux et des forêts présentent des services écosystémiques qui rendent la vie humaine possible : (i) en fournissant des aliments nutritifs et de l'eau propre, (ii) en régulant les maladies et le climat, (iii) en contribuant à la pollinisation des cultures et à la formation des sols et (iv) en fournissant des avantages récréatifs, culturels et spirituels, .

Dans le souci de garantir des systèmes alimentaires durables au Burundi, les priorités du Gouvernement sont reprises dans les différents plans stratégiques notamment :

- Plan National de Développement 2018-2027,
- Vision 2025,
- Politique Nationale de l'Eau et Stratégie Nationale de l'Eau,
- Stratégie Nationale Agricole (SAN),
- Document d'Orientation de la Politique Environnementale Agricole et de l'Elevage « DOPEAE ».
- Stratégie Nationale en matière de Diversité Biologique (SNPA),

- Plan National d'Adaptation (PANA),
- Politique Forestière Nationale,
- Stratégie Nationale et Plan d'Action de Lutte contre la Dégradation des Sols,
- Politique et la Stratégie Nationale et plan d'actions sur le changement climatique ;
- La Stratégie Nationale de Communication en matière d'adaptation au changement climatique

Actions prioritaires nationales :

- 1) Elaborer une politique foncière et un plan national d'utilisation des terres au Burundi ;
- 2) Promouvoir des techniques permettant l'économie de l'énergie – bois (foyers améliorés, biogaz, briquettes, énergie solaire) ;
- 3) Promouvoir et adopter de bonnes pratiques de gestion durable des terres à travers l'aménagement intégré des bassins versants ;
- 4) Restaurer les terres dégradées à travers le développement et la gestion des ressources forestières à croissance rapide et aux usages multiples en mettant un accent particulier sur des espèces autochtones ;
- 5) Vulgariser à grande échelle des techniques de compostage améliorées pour augmenter la fertilité des sols ;
- 6) Améliorer et diversifier des moyens d'existence des communautés pour désengorger le secteur agricole ;
- 7) Promouvoir une gestion intégrée des ressources en eau nationales et transfrontalières ;
- 8) Promouvoir une agriculture climato intelligente pour faire face au changement climatique (ex : cultures à cycles court et à haute valeur marchande et nutritive) ;
- 9) Promouvoir la valorisation et l'utilisation efficiente de l'eau à travers la collecte et utilisation de l'eau pluviale, irrigation collinaire, construction des barrages et micro – barrages hydroagricoles et usage des motopompes ;
- 10) Faciliter l'obtention des titres ou des certificats fonciers aux agriculteurs ;
- 11) Encourager le remembrement des terres par le regroupement des propriétés foncières (individuelles ou associations).

Pilier n°2 : Systèmes de production durable et résilients au changement climatique

Le problème qui s'observe souvent concerne le déséquilibre entre l'offre de la production vivrière et la demande alimentaire.

Toutefois, des efforts considérables sont entrainés d'être conjugués afin d'augmenter la production agricole et satisfaire les besoins. D'une manière générale, on constate que depuis cinq ans il y a une amélioration constante de la production alimentaire dans l'ensemble aussi bien pour les cultures vivrières que pour la production animale (viande, lait, œufs) dont l'impact est la baisse progressive de la malnutrition.

Interventions prioritaires nationales :

Les interventions prioritaires retenues sont les suivantes :

- 1) Poursuivre les efforts d'accroissement de la production vivrière par l'augmentation des superficies cultivables, l'intensification agricole (semences de qualité, fertilisants, respect du calendrier cultural et les soins culturaux) ;
- 2) Poursuivre les efforts d'augmentation de la production animale par la généralisation de l'élevage laitier, du porc et de la volaille, l'amélioration de l'alimentation et des soins vétérinaires ;
- 3) La valorisation des productions vivrières par la transformation (usinage), l'amélioration de la qualité et des prix des produits agricoles. Cette valorisation confère aux agriculteurs des revenus plus importants qui leur permettent d'acheter ce qu'ils ne produisent pas sur leurs fermes ;
- 4) Une meilleure répartition des productions alimentaires à travers le pays et la régulation des prix en rendant le commerce agricole plus fluide et à des prix abordables ;
- 5) Les changements d'habitudes alimentaires de la population en fonction des régions naturelles du pays par une sensibilisation sur la consommation plus accrue de légumes, de fruits, de céréales et des légumineuses et de certains produits d'élevage (lait, viande et lait);
- 6) L'usage de pratiques agricoles plus résilientes aux changements climatiques notamment l'irrigation en saison sèche, la protection des bassins versants, le drainage des marais, la culture de plantes à cycle court, et celle des plantes plus résistantes à la sécheresse comme le pois cajan, le niébé, les plantes à tubercules et racines (colocase, igname, manioc, patate douce notamment).

Pilier n°3 : Alimentation saine et nutritive et mécanismes de résilience des populations burundaises ;

L'alimentation saine est un concept couramment utilisé, mais dont la définition a évolué au fil du temps. Il y a plusieurs dizaines d'années, on considérait qu'une alimentation était de qualité lorsqu'elle fournissait suffisamment d'énergie pour combler la faim et pour permettre d'accomplir les activités quotidiennes. Avec l'apparition des maladies infectieuses, l'aspect sanitaire des aliments est devenu un facteur important dans la conception d'une alimentation saine.

Les instances de santé publique promeuvent la saine alimentation principalement en raison de ses effets favorables reconnus sur la santé, tels que l'atteinte et le maintien d'un poids « normal » et la diminution des risques de maladies chroniques et de malnutrition.

Puisque les individus consomment généralement une combinaison d'aliments, et que les différentes composantes d'un régime alimentaire (c.-à-d. les aliments et les nutriments) interagissent et ont des effets potentiellement cumulatifs sur la santé, on recommande plutôt d'aborder la saine alimentation dans une perspective globale, qui se traduit en anglais par l'expression total-diet approach. Il est donc suggéré de s'intéresser plutôt aux « modèles d'alimentation » pour guider la population en rapport avec « les quantités, les proportions, la variété ou la combinaison de différents aliments, boissons et nutriments dans l'alimentation, et la fréquence selon laquelle ils sont habituellement consommés.

En présence de la problématique de disponibilité durable des aliments suite à la forte dépendance de la saisonnalité avec période de soudure, il est important d'éduquer la population à la résilience avec des mesures permettant d'éviter de basculer en période difficile ou d'urgence et/ou catastrophes naturelles.

Interventions prioritaires nationales :

Les efforts à investir devraient se concentrer sur les interventions suivantes :

- 1) Augmentation de la production pour une disponibilité alimentaire durable et Solide service de vulgarisation agricole à travers les actions suivantes :
 - promouvoir une intensification durable des systèmes de production agricole et d'élevage (coopérative agricoles, Centres de rayonnement agro pastorale, centres naisseurs ;
 - développer un système d'irrigation solide pour permettre une récolte en saison sèche ;
 - promouvoir une spécialisation agricole dans les différentes zones agro écologiques du pays ;
 - développer les centres semenciers pour produire des semences de qualité
 - renforcer les capacités des institutions de recherche agronomique (Universités et les autres Instituts de recherche) ;
 - encourager et renforcer les agriculteurs pilotes ;
 - promouvoir et renforcer les organisations des agriculteurs (coopératives) ;
 - promouvoir les champs écoles des producteurs pour échange d'expérience.
- 2) Amélioration de la sécurité sanitaire des aliments à travers les actions suivantes :
 - Renforcer le système de contrôle de la qualité des aliments à tous les nœuds de la chaîne alimentaire ;
 - Renforcer l'éducation nutritionnelle et l'art culinaire dans les ménages ;
 - Renforcer le système de traçabilité dans la production, le conditionnement et la commercialisation des produits alimentaires (système d'étiquetage, certification) ;
 - Renforcer les capacités de BBN et CNTA,
 - Education nutritionnelle et communication pour le changement de comportement en matière d'alimentation et nutrition)
- 3) Amélioration de l'infrastructure de marché à travers les actions suivantes :
 - améliorer le système transport (route, moyens de transport)
 - améliorer les industries agroalimentaires pour la transformation et le conditionnement des denrées ;
 - créer des systèmes de stockage amélioré des produits alimentaires ;
 - améliorer les systèmes d'alimentation en énergie (électricité) ;
 - développer un système d'information efficace sur les prix, la qualité notamment.
- 4) Une solide recherche et développement agricoles à travers les actions suivantes :
 - Accroître les activités de recherche dans différentes zones agro écologiques ;
 - Renouveler (régulièrement) les variétés de cultures ;

- Mener des recherches orientées par les agriculteurs (en fonction des besoins réels des agriculteurs).
- 5) Amélioration de l'accès des agriculteurs au crédit à travers les actions suivantes :
- promouvoir le système de crédit rural ;
 - investir dans la micro-finance.
- 6) Mécanismes de contrôle de la densité de population à travers les actions suivantes :
- améliorer les possibilités d'éducation et d'emploi pour les femmes ;
 - autonomiser les femmes rurales ;
 - accroître les campagnes de planification familiale (contrôle des naissances) ;
- 7) Amélioration du droit foncier et du système de gestion des terres à travers les actions suivantes :
- garantir le droit des agriculteurs à la terre ;
 - promouvoir la solidarité entre les héritiers pour exploiter conjointement leurs terres ;
 - encourager et promouvoir le processus de villagisation ;
 - encourager des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement ;
- 8) Promotion des activités génératrices de revenus (entrepreneuriales) à travers les actions suivantes :
- investir dans les possibilités d'emploi non agricole ;
 - fournir des incitations aux investissements générateurs de revenus (taxes, droits notamment).

Pilier n°4 : Compétitivité agricole dans un contexte de bonne gouvernance ;

Le commerce reste l'un des piliers de développement du Burundi. C'est la plus importante composante du secteur des services. Malheureusement, la balance commerciale reste déficitaire.

Le Burundi dispose des lois et règlements régissant le commerce et l'investissement dont :

- Loi n° 1/01 du 16 janvier 2015 portant révision de la loi n° 1/07 du 26 avril portant Code de commerce ;
- Loi n° 1/06 du 25 mars 2010 portant régime juridique de la concurrence ;
- Loi n° 1/13 du 28 juillet 2009 relative à la propriété industrielle au Burundi ;

Le Burundi dispose des documents de références comme :

- La Politique Nationale d'Industrialisation du Burundi et sa stratégie de mise en œuvre ;
- La Politique Commerciale et sa stratégie de mise en œuvre.

Dans le cadre de l'intégration multilatéral et régional, le Burundi est membre de plusieurs organisations dont :

- Organisation Mondial du Commerce (OMC) ;
- Communauté Est Africaine (CEA) ;
- Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) ;
- Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) ;

- Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) ;
- Zone de Libre Echange (ZLE) tripartite (COMESA-EAC-SADC) ;
- Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf).

Interventions prioritaires nationales :

Pour améliorer la balance commerciale du Burundi, une attention particulière doit être portée sur les interventions suivantes :

- 1) Diversifier les produits d'exportations en introduisant d'autres produits notamment les fruits, légumes, huile de palme et de tournesol ;
- 2) Explorer de nouveaux marchés ;
- 3) Impliquer toutes les parties prenantes pour le respect des normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) en amont et en aval de la production exportable ;
- 4) Promouvoir le commerce des services et électronique ;
- 5) Installer un terminal frigorifique à l'Aéroport International Melchior NDADAYE et les autres points d'entrée déclarés ;
- 6) Assurer l'accréditation du laboratoire du BBN afin de répondre aux respects des standards (normes) internationales de qualité ;
- 7) Mettre en place la commission de la Concurrence ;
- 8) Elaborer la Stratégie Nationale sur le Commerce des services et électronique ;
- 9) Encadrer les entreprises pour augmenter la production industrielle ;
- 10) Encadrer les Artisans regroupés en coopératives pour augmenter la production de qualité qui soit compétitive.

Pilier n°5 : Promotion de la dimension Genre pour des systèmes alimentaires résilients ;

Les mesures les plus efficaces jusqu'à présent dans le domaine de la sécurité alimentaire sont celles qui prennent compte des inégalités sociales et hommes-femmes et qui cherchent à y remédier.

Avoir des femmes et des filles en bonne santé est la pierre angulaire de sociétés saines. Si les femmes et les filles ont accès à une bonne nutrition tout au long de leur vie, elles pourraient offrir un monde plus sain.

L'accent particulier porté sur la promotion du rôle des femmes en tant que productrices et consommatrices d'aliments variés et riches en nutriments, d'une part, et d'autre part en tant que personnes en charge de la nutrition et de la santé du ménage, pourrait apporter des changements perceptibles en matière de lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire.

En outre, la malnutrition est l'un des obstacles les plus tenaces à l'autonomisation des femmes et des filles. Il est essentiel de trouver de meilleures manières d'investir dans les femmes et les adolescentes car sont des actrices essentielles du monde agricole et jouent également un rôle crucial dans la gestion de l'alimentation et de la bonne nutrition à l'intérieur des familles. Leur rôle dans le renforcement des systèmes alimentaires devrait être capitalisé. La

promotion de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation des femmes et des filles doit être au cœur des actions.

Les femmes représentent plus de la moitié de la main-d'œuvre agricole dans le monde d'où l'intérêt d'éliminer les inégalités hommes-femmes qui pourraient induire de faibles salaires, un accès limité à la terre et à la protection sociale.

Interventions prioritaires nationales :

Les processus de renforcement des systèmes alimentaires doivent nécessairement intégrer la dimension genre aux programmes de renforcement desdits systèmes, notamment dans la promotion du rôle de la femme tant dans l'agriculture sensible à la nutrition, que dans la nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant. Au terme des concertations sur les systèmes alimentaires, nous mettons en exergue les interventions suivantes afin que le rôle de la femme en matière de Nutrition et Sécurité Alimentaire soit fortement reconnu et potentialisé :

- 1) Cibler les femmes et les filles dans les efforts visant à améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire en mettant un accent particulier sur la période des 1 000 premiers jours de vie, qui correspond à la « période la plus décisive » pour cibler les femmes pendant et après la grossesse ainsi que les enfants jusqu'à l'âge de deux ans ;
- 2) Cibler les femmes et les filles dans les efforts visant à améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire en mettant également un accent particulier sur l'adolescence qui correspondrait à la « deuxième période la plus décisive » pour améliorer la situation nutritionnelle des filles et permettrait dans le même temps de briser les cycles de malnutrition intergénérationnels ;
- 3) Effectuer à tous les niveaux, des analyses systématiques des facteurs sociaux, économiques, culturels et politiques affectant l'égalité hommes-femmes dans le domaine de la nutrition (par exemple les mariages précoces et forcés poussés par l'insécurité alimentaire) et exploiter les résultats de ces analyses dans les prises de décisions ;
- 4) Mettre en place et institutionnaliser des approches cohérentes et systématiques visant à garantir l'égalité socio-économique, afin d'accroître l'efficacité, la durabilité et l'impact des programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- 5) Partager les expériences des mesures efficaces, promouvoir l'innovation et les pratiques exemplaires pour veiller à ce que les déterminants sexospécifiques de la malnutrition soient pris en compte dans les différents secteurs, en sus de ceux associés aux rôles traditionnels et aux fonctions reproductives des femmes et des filles.
- 6) Tirer parti du rôle des parlementaires pour promouvoir des réformes législatives sexospécifiques en vue d'améliorer la nutrition au niveau national, en soulignant l'importance de l'autonomisation des femmes et des filles ;

Pilier n°6 : Renforcement de la gouvernance et des mécanismes de financement innovants des systèmes alimentaires.

La dynamique de la décentralisation en cours au Burundi depuis 2005 fait des communes des collectivités territoriales décentralisées jouissant d'une autonomie organique et financière et d'une personnalité juridique.

La loi Communale qui organise la gestion des communes considère ces collectivités décentralisées comme des maîtres d'ouvrage et la loi portant transfert des compétences de l'Etat aux communes vient renforcer ce mode de gouvernance.

Les communes tenues de prendre en main leur destin doivent élaborer et mettre en œuvre leurs plans communaux de développement communautaire, PCDC (Article 8 alinéa 6 la loi communale).

En vue d'accompagner les communes à mutualiser leurs forces pour exécuter des projets communs, un mécanisme d'intercommunalité a été instauré pour penser à une dimension plus large. Ce cadre légal instituant l'autonomie des communes et le transfert des compétences de l'Etat aux communes constitue un excellent tremplin vers l'approche territoriale qui promeut le dialogue social pour impulser le développement d'un territoire.

Les plans communaux qui commencent à passer pour une référence des interventions de développement au niveau local ne sont malheureusement pas toujours en cohérence avec les politiques nationales sectorielles et c'est le cas des systèmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les acteurs locaux méconnaissent les orientations nationales préalables à la planification locale pertinente et ce manque d'articulation entre les stratégies nationales et locales compromet les différents piliers de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Un autre défi majeur est l'accès au financement requis pour remorquer toute la chaîne de valeur agricole. En effet le secteur agricole qui emploie près de 90% de la population burundaise ne bénéficie pas encore des financements qui sont à la hauteur des attentes des producteurs agricoles et d'autres entreprises qui entrent dans la chaîne. Peu d'opérateurs privés nantis de capacités financières investissent dans le secteur agricole par peur de risques liés aux divers facteurs dont les changements climatiques et les marchés rémunérateurs.

Le soutien financier tant public que privé au secteur agricole s'impose pour renforcer les systèmes de sécurité alimentaires et nutritionnels durables et résilients.

Le regroupement des producteurs en coopératives et la décision du Gouvernement Burundais Responsable et Laborieux de financer les coopératives à hauteur de dix millions de francs burundais (10 000 000BIF) par collines viennent renforcer les mécanismes de financement des petits producteurs et des projets agropastoraux initiés par la jeunesse burundaise.

Interventions prioritaires nationales :

Les interventions prioritaires nationales peuvent s'articuler sur deux pistes d'actions essentielles que sont la Gouvernance des systèmes de sécurité alimentaire et de nutrition et les mécanismes de financement des systèmes alimentaires.

- 1) La gouvernance des systèmes alimentaires est améliorée aux niveaux national et local, en vue de faciliter la coordination des acteurs locaux pour une planification, une mise en œuvre, une gestion et une maintenance des investissements publics et privés à travers les interventions suivantes :

Au niveau communal et intercommunal :

- Renforcer les capacités des communes dans la planification communale sensible à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Garantir l'articulation entre la planification communale orientée à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les politiques sectorielles ;
- Renforcer le mécanisme de coordination et de suivi-évaluation des interventions de sécurité alimentaire et nutritionnelle mises en œuvre au niveau périphérique ;
- Mettre en place et soutenir les Plateformes Communales de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle pour une gouvernance locale efficace de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Au niveau communautaire,

- Renforcer la structuration des producteurs en organisations de producteurs comme les groupements et coopératives et renforcer leurs capacités de gestion ;
- Mettre en place des mécanismes d'incitation des privés pour orienter leurs investissements dans le secteur agricole et d'élevage ;
- Encourager les partenariats public-privés ou coopératives-privés pour développer les chaînes de valeurs agricoles.

- 2) Les pistes d'actions pour le financement des systèmes alimentaires concernent la promotion des mécanismes de financement adaptés et testés pour renforcer la Gouvernance territoriale et la mobilisation des ressources internes des collectivités territoriales à travers les interventions suivantes :

- Fonds de Développement Local (FDL) qui prévoient des transferts de capitaux vers les systèmes financiers des collectivités territoriales, soit par transfert direct soit par transfert fiscal intergouvernemental via le système de dépenses publiques ;
- Financement structuré de projets visant à débloquer les secteurs financiers privés pour le financement des investissements de sécurité alimentaire. Ce qui offre des solutions financières structurées, sans recours, sous forme de garanties collatérales, pour des projets privés de SAN pour un développement économique local ;
- Favoriser des petits investissements privés à travers l'appui aux prestations d'un ensemble de services financiers (crédit, épargne, assurance, paiements) susceptibles d'accroître la SAN à destination des ménages mais aussi des PME, tout au long des chaînes de valeur agricoles ;
- Promouvoir des investissements structurants financés par les secteurs publics, privés et le Partenariat Public-Privé (PPP) renforçant les systèmes locaux de sécurité alimentaires

- Initier un système de garantie des projets agricoles bancables. Ici, nous reconnaissons que le Gouvernement est en train de développer un système de garantie pour les actions porteuses de croissance présentées par les promoteurs aux institutions financières ;
- Mettre sur pied un mécanisme d'assurance agricole pour rassurer les investisseurs dans le secteur agricole ;
- Stimuler les Opérateurs dans la chaîne de valeur agricole en améliorant le climat d'affaire, en accordant notamment des facilités pour l'agro-industrie et la commercialisation ;
- Plaider auprès des Autorités Nationales et Communales pour accroître la part allouée aux systèmes alimentaires ;
- Renforcer davantage l'offre de services financiers en milieu rural pour mieux répondre aux besoins des populations. Cette action permettra notamment :
 - a. l'amélioration de l'inclusion financière à travers le financement des petits exploitants agricoles et de leurs coopératives ;
 - b. le renforcement des capacités techniques et matérielles des IMF pour mieux répondre aux besoins des petits producteurs et éleveurs et de leurs coopératives ;
 - c. la mise à disposition de lignes de crédit pour satisfaire de manière plus complète les besoins des petits producteurs et éleveurs (la réglementation concernant les taux d'intérêt est cependant à améliorer) ;
 - d. une augmentation de la crédibilité financière des coopératives et des producteurs qui passera par : (i) **la sécurisation foncière**: avec les certificats fonciers, on réduit les conflits sociaux mais également les détenteurs obtiennent une garantie bancaire pour leurs projets de développement (la loi régissant les institutions financières reconnaît le certificat foncier comme un moyen de garantie mais pour l'obtenir, il faut que le terrain ne soit pas en conflit) ; (ii) **la caution solidaire** : ceci constitue un canal important de la redevabilité entre les membres d'un même groupe de caution solidaire et réduit les risques de non remboursement des crédits, ce qui réduit le portefeuille à risque pour les institutions financières ; (iii) **la responsabilisation de la commune**: qui certifie les propriétés foncières mais aussi assure le suivi de la bonne gestion des fonds et participe à la sensibilisation au recouvrement des crédits pris. En effet, la commune est dotée d'une force de taille dont celle coercitive
- Mettre sur pieds des mécanismes d'accès au financement pour les catégories spécifiques comme les jeunes et les femmes (nous reconnaissons ici que le Gouvernement a déjà prévu une banque des jeunes et une banque des femmes en cours d'opérationnalisation).

III. ROLES ET RESPONSABILITES, RISQUES ET ELEMENTS DE MITIGATION, CADRE DE SUIVI-EVALUATION, BUDGET ESTIMATIF, CADRE LOGIQUE DES INTERVENTIONS PRIORITAIRES ET CHRONOGRAMME

III.1. ROLES ET RESPONSABILITES

Dans une dynamique multisectorielle, multi acteurs et multi niveaux, il est attendu que les acteurs impliqués jouent les rôles suivants :

Niveau central : Ministères clés de la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition

Les Ministères réunies au sein de la Plateforme Multisectorielle (Intérieur et Développement Communautaire ; Finances et Planification au Développement Economique ; Santé ; Agriculture ; Education ; Commerce ; Hydraulique ; Affaires Sociales, Solidarité et Protection Sociale ; Communication) vont imprimer la cadence à travers des politiques et stratégies sensibles aux systèmes alimentaires en mettant à contribution des interrelations soutenues par une politiques d'intégration des systèmes pour une meilleure synergie.

Niveau intermédiaire (province) et périphérique : PPSAN & PCSAN et les services techniques provinciaux

Les services déconcentrés et décentralisés de la Plateforme que sont les Plateformes Provinciales de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (PPSAN) et les Plateforme Communales de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (PCSAN) joueront un rôle primordial dans la gouvernance locale des systèmes alimentaires.

Partenaires Techniques et financiers

Les partenaires stratégiques du Gouvernement joueront également un rôle crucial dans l'accompagnement des processus à travers les financements classiques et innovants sans oublier les appuis techniques et le transfert des compétences dans le strict respect des programmes de coopération et les normes diplomatiques établies par le Gouvernement du Burundi

Les services administratifs

L'administration sera particulièrement impliquée pour une meilleure appropriation et la pérennisation des acquis. Les structures déconcentrées et décentralisées de la Plateforme constituent un cadre privilégié pour une implication effective des structures administratives dans la gestion des processus et la redevabilité. Améliorer les services de planifications administratifs (PCDC)

Alliance des Parlementaires burundais pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (APBSAN)

Lorsque l'ABPSAN sera formalisée, les Parlementaires responsables au premier chef des lois, du budget et de la surveillance de l'action des pouvoirs publics, sont les mieux indiqués pour porter la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'agenda politique et législatif.

La position stratégique des parlementaires est fondamentale. Ils pourront promouvoir le renforcement des investissements publics en particulier dans les zones rurales, contribuer à mettre en place les conditions nécessaires pour accroître les investissements privés, mettre en place des mesures qui faciliteront la complémentarité entre différents types d'investissements. Les parlementaires pourront jouer également un rôle clé dans la sensibilisation du public aux défis et aux opportunités liés à l'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, et faire en sorte que les investissements ne mettent pas en danger les groupes vulnérables.

Réseaux pour le renforcement de la Nutrition au Burundi

Les différents réseaux pour le renforcement de la Nutrition existant au Burundi (*réseau de la société civile pour le renforcement de la Nutrition, RSC/SUN ; Agences du SNU ; Secteur privé (SBN) ; Réseau des Académiciens et chercheurs ; Réseau de journalistes et Médias ; Réseau des Jeunes ; Réseau des Femmes*) vont jouer également un rôle important dans le renforcement des systèmes alimentaires par jeu de complémentarité.

Les communes

Les communes sont aujourd'hui nanties des compétences de l'Etat qui leur sont transférées en vertu de la loi spécifique y relative pour renforcer la dynamique de la décentralisation. Les communes devenues maîtres d'ouvrage doivent piloter toutes les initiatives de renforcement des systèmes alimentaires et coordonner les interventions en collaboration avec les acteurs locaux. Au-delà de la définition des orientations adaptées dans la localité, elles peuvent faciliter le partenariat public-privé ou Privé-privé dans les filières agricoles. Les communes doivent garantir un développement inclusif et leurs budgets peuvent appuyer le financement des initiatives des groupes marginalisés comme les autochtones et d'autres vulnérables qui ont aussi droit au relèvement économique.

Communauté

La communauté constitue un partenaire essentiel des systèmes alimentaires en tant que producteurs et consommateurs dans le cadre des systèmes alimentaires participatifs et inclusifs. La communauté a l'obligation de s'approprier les instructions du Gouvernement qui cadrent avec la vulgarisation des bonnes pratiques et l'innovation.

III.2. RISQUES ET ELEMENTS DE MITIGATION

Tableau 2 : Risques et mesures de mitigation pour la feuille de route de renforcement des systèmes alimentaires

RISQUE	MITIGATION
Aléas et changement climatiques (inondations, sécheresse, épidémies et pandémies)	Agriculture climato- intelligente, stock de sécurité
Financement insuffisant et limité dans le temps pour la mise en œuvre des activités proposées	S'assurer que les activités clés sont inscrites au programme d'investissement public
Faible implication des parties prenantes	Respect des engagements et des cahiers de charge par les parties prenantes
Maladies ravageuses des plantes ou maladies animales/ d'élevage	Stock stratégique des produits phytosanitaires et vétérinaires
Exigüité des terres	Libération des terres cultivables, utilisation des variétés à haut rendement Agriculture en bloc : combinaison des propriétés
Faible pouvoir d'achat	Création d'emploi et diversification des sources de revenus
Barrières socioculturelles Croyances	Education pour le changement de comportement

III.3. CADRE DE SUIVI-EVALUATION

Cadre institutionnel

La mise en œuvre de cette feuille de route est envisagée selon l'approche multisectorielle. Dans cette perspective, les Ministères clés avec les autres parties prenantes agissent en synergie à travers une coordination multisectorielle et intra sectorielle efficace.

Cette dynamique permettra de : (i) renforcer le leadership du gouvernement dans la prise de décisions en matière des systèmes alimentaires ; (ii) accroître la cohérence entre les politiques et les différentes stratégies sectorielles ; (iii) équilibrer les dépenses et les résultats ; (iv) minimiser les coûts à travers l'intégration de services ; (v) renforcer le partenariat et une mobilisation coordonnée des ressources en faveur des systèmes alimentaires.

Ce processus nécessite un pilotage et un suivi systématique à travers la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition en place au Burundi. Les structures déconcentrées et décentralisées de cette plateforme que sont les Plateformes provinciales et communales joueront un rôle important dans la gouvernance multisectorielle pour la complémentarité des acteurs locaux.

Suivi-évaluation

Pour assurer une bonne efficacité dans la mise en œuvre de cette feuille de route, il sera élaboré un plan spécifique de suivi et d'évaluation fondé sur les objectifs suivants : (i) définir l'objectif et les domaines d'investigation avec les parties prenantes ; (ii) Identifier le type d'information et les indicateurs de performance à décrire pour assurer un bon suivi de sa

mise en œuvre conformément aux objectifs préalablement retenus dans ladite feuille de route ; (iii) développer des outils de collecte des données adaptés aux résultats attendus de la mise en œuvre de cette feuille de route ; décrire le processus de collecte, d'analyse et de l'exploitation des données quotidiennes à collecter périodiquement pour sa mise en œuvre ; (iv) mettre en place un bon cadre de communication et d'information pour une meilleure exploitation des résultats réalisés après sa mise en œuvre périodique ; (v) mettre à la disposition de l'autorité chargée de la prise de décisions correctives des informations pour orienter au fur et à mesure la mise en œuvre de cette feuille de route.

En plus d'une évaluation à mi-parcours qui sera réalisée ainsi qu'une évaluation finale, il sera organisé dans le cadre du suivi : les sorties conjointes avec les acteurs impliqués sous la responsabilité du Comité de Pilotage de la Plateforme Multisectorielle de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (COPIL/PMSAN) et dans le cadre des revues annuelles conjointes dans la perspective d'avoir une vue d'ensemble sur les facteurs pouvant entraver l'atteinte des objectifs repris dans cette feuille de route.

III.4. BUDGET ESTIMATIF

Le financement de cette feuille de route se fera à travers les budgets des politiques et stratégies ajustées pour les rendre très sensibles aux systèmes alimentaires dans un esprit de travail collaboratif pour de meilleurs rendements.

III.5. CADRE LOGIQUE DES INTERVENTIONS PRIORITAIRES

Un cadre logique pourra dans la suite être élaboré servant comme instrument permettant d'effectuer une lecture rapide des interventions et des résultats attendus et des moyens à mettre en œuvre pour les atteindre. Il sera un document synthèse de toutes les informations managériales pour faciliter la mise en œuvre et l'examen systémique des opérations effectuées.

Ce cadre logique sera susceptible d'être enrichi par les inputs qui sortiront du pré-sommet prévu du 26 au 28 Juillet 2021 à Rome et du Sommet mondial prévu en Septembre 2021, à New York.

III.6. CHRONOGRAMME

Un chronogramme sous forme de diagramme de Gantt sera établi afin de permettre la programmation des actions dans le temps et leur mise en œuvre en temps utile.

CONCLUSION

Cette feuille de route est le résultat de concertations multi-acteurs et de réflexions entre experts nationaux et les partenaires stratégiques du Gouvernement sur les systèmes alimentaires au Burundi. Au vue du Sommet des Nations Unies prévu en septembre 2021, la question principale qui a guidé les réflexions était : « **Nourrir la population burundaise à travers une augmentation de facteurs de production et une gestion efficace et rationnelle des ressources tout en faisant face à la démographie galopante et aux phénomènes liés au changement climatique** ».

Au terme de cette réflexion, il est fort évident que le renforcement des systèmes alimentaires requiert des interventions réformatrices pour un développement socioéconomique durable. Cette feuille de route est axée sur six piliers thématiques étroitement liés et essentiels pour placer le Burundi sur la voie qui mène aux systèmes alimentaires sains, nutritionnels, abordables, durables et résilients que sont : (i) Gestion rationnelle et équitable de la ressource terre face à la pression démographique ; (ii) Systèmes de production durable et résilients au changement climatique ; (iii) Alimentation saine et mécanismes de résilience des populations burundaises ; (iv) Compétitivité agricole dans un contexte de bonne gouvernance ; (v) Genre et systèmes alimentaires ; (vi) Approche territoriale et financement des systèmes alimentaires

Le renforcement des systèmes alimentaires au Burundi passera par l'élaboration et la mises en œuvre des politiques d'exploitation et de protection des ressources naturelles permettant de guider les diverses initiatives publiques et privées ; la facilitation pour l'accès au capital foncier ; la prise en compte de la dimension genre dans les politiques et stratégies de développement des secteurs clés impliqués dans les systèmes alimentaires avec autonomisation des jeunes et des femmes ; les nouvelles technologie pour se procurer d'énergie dans les ménages comme levier important pour limiter la déforestation. Les pratiques culturelles doivent être étendues dans la dynamique d'une agriculture sensible à la nutrition et climato intelligente et tout en mettant à l'échelle des pratiques prometteuses d'agro business.

Le financement des systèmes alimentaire est un volet qui doit retenir l'attention du Gouvernement à travers les mécanismes traditionnels et innovants sans oublier le système d'assurance agricole et de garanti pour des projets suffisamment réfléchis et bancables, sans oublier la politiques d'urbanisation et de décentralisation.

Le stockage et la transformation des produits a été retenu comme solution innovatrice dans le sens que la transformions augmente la valeur nutritive des aliments mais aussi offre l'emploi aux jeunes tout en améliorant les pratiques commerciales avec des produits compétitifs sur le marché local et international.

Les habitudes alimentaires de la population burundaises devront être améliorées à travers une éducation nutritionnelle bien structurée. Ce qui pourrait également influencer positivement les modes de production et le développement de nouveaux produits par l'augmentation de la demande qui est diversifiée. De plus, les chaines de valeur nationales dédiées à l'export pourraient être plus performantes avec une certification des laboratoires des services de

contrôle de qualité des produits. Enfin, le développement d'activités génératrices de revenus pendant les périodes de soudure avec une promotion de l'entrepreneuriat serait également un levier important pour assurer un revenu tout au long de l'année.

REFERENCES

1. African Forestry Law Enforcement and Governance, 2005 : Suivi du processus de l'application des législations forestières et la gouvernance en Afrique : cas du Burundi, juillet 2005,
2. BAD, 2013 : Développement et financement des chaînes de valeur agricoles (FCVA) pour l'amélioration de la compétitivité des exportations
3. Banyankimbona, G. 2004: Contribution à l'étude des insectes comestibles dans la tradition burundaise: cas de la commune de Gitega; Mémoire de fin d'études, Université du Burundi.
4. Blásquez, J.R.-E., Moreno, J.M.P. and Camacho, V.H.M., 2012: Could grasshoppers be a nutritive meal? Food and Nutrition Sciences 3(2): 164.
5. Chakravorty, J., Ghosh, S., Jung, C. and Meyer-Rochow, V., 2014: Nutritional composition of *Chondacris rosea* and *Brachytrupes orientalis*: two common insects used as food by tribes of Arunachal Pradesh, India. Journal of Asia-Pacific Entomology 17(3): 407-415.
6. DeFoliart, G.R., 2005: Overview of role of edible insects in preserving biodiversity. In: Paoletti, M.G. (ed.) Ecological implications of minilivestock: potential of insects, rodents, frogs and snails. Science Publishers Inc., Enfield, NH, USA, pp. 123-140.
7. FAO, 2010: Forest insects as food: humans bite back. FAO, Bangkok, Thailand, 241 pp.FAO (2013) : Financement des chaînes de valeur agricoles – Outils et leçons. Rome
8. FAO. 2016: Analyse des incitations par les prix pour le café au Burundi, par Ciza, G., Nineza, D., Demanet, C. et Ghins, L. Série de notes techniques, SAPAA, Rome.
9. Fazoranti, J.; Ajiboye, D., 1993: Some edible insects of Kwara State, Nigeria. American Entomologist 39(2): 113-116.
10. Gahukar, R.T., 2011: Entomophagy and human food security. International Journal of Tropical Insect Science 31(3): 129-144.
11. ISABU 1991: Rapport annuel 1989-1990, Programme Agroforesterie, Sylviculture et Erosion, 265 p.
12. ISTEERBU, 2017: Projections démographiques 2010-2050
13. Kelemu, S., Niassy, S., Torto, B., Fiaboe, K., Affognon, H., Tonnang, H., Maniania, N.K. and Ekesi, S., 2015: African edible insects for food and feed: inventory, diversity, commonalities and contribution to food security. Journal of Insects as Food and Feed 1(2): 103-119.
14. Manirakiza D., 2013: Effets de la consommation du charbon de bois sur la dégradation de l'environnement: cas de la ville de Bujumbura. CURDES, Université du Burundi, FSEA, Rapport provisoire, 11 p
15. Ministère de l'Environnement, de l'agriculture et de l'élevage, 2018: Stratégie Nationale Agricole, 2018-2027
16. Ministère de l'eau, de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme : stratégie nationale et plan d'action de lutte contre la dégradation des sols 2011-2016

17. Ndayiragije A.; Nkezabahizi D., Ndimubandi J., Kabogoye F; 2017: A Scoping Study on Burundi's Agricultural Production in a Changing Climate and the Supporting Policies; KIPPRA Working Paper No. 24
18. Rishirumuhirwa, T., 1997: Rôle du bananier dans le fonctionnement des exploitations agricoles sur les hauts plateaux de l'Afrique orientale (application au cas de la région du Kirimiro-Burundi). Thèse n°1636, EPFL, Lausanne.
19. Schuster M.; Ndimubandi J., 2017 : Introduction de mécanismes d'agriculture sous-contrat dans la filière thé au Burundi. Rapport d'analyse de politique, SAPAA (Projet de Suivi et analyse des politiques agricoles et alimentaires). Rome, FAO
20. SETEMU, 2016 : Exploration de la croissance de la population et des déchets Bujumbura.
21. Trux, Anneke, Tom Eickhof ; Oliver Karkoschka, 2013: Consultation en Matière d'Elaboration de la Stratégie de Renforcement des Capacités (25 Novembre – 7 Décembre 2012) dans le cadre du projet Adaptation au changement climatique pour la protection des ressources en eau et sol (ACCES) de GIZ.
22. Union internationale pour la conservation de la nature, 2011 : Parcs et réserves du Burundi : Evaluation de l'efficacité de la gestion des aires protégées.
23. Van Huis, A. , 2003: Insects as food in sub-Saharan Africa. International Journal of Tropical Insect Science, 23(03), 163-185.
24. Verhaegen D., Randrianjafy H., Rakotonraoelina H., Trendelenburg Rakotonirina M.C., Andriamampianina N., Montagne P., Rasamindisa A., Chaix G., Bouillet J.P., Bouvet J.M., 2014 : Eucalyptus robusta pour une production durable de bois énergie à Madagascar : bilan des connaissances et perspectives; Bois et Forêts des Tropiques (320) : p. 15-30.
25. Waithaka, M., Gerald C. Nelson, Timothy S. Thomas ; Miriam Kyotalimye, 2013: East African agriculture and climate change; Chapter: Burundi; Publisher: IFPRI
26. Renforcer l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes et des filles pour combattre la malnutrition : URL : SFP Leadership Workshop 2021 | Module 06 : Égalité des genres... (06SFP) | Article à lire : Appel à l'action : Renf... (talentlms.com)

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des membres de l'équipe de rédaction de la Feuille de route nationale pour le renforcement des systèmes alimentaires au Burundi

Tableau 3 : Membres de l'Equipe de rédaction de la Feuille de route nationale pour le renforcement des systèmes alimentaires au Burundi

N°	NOM et PRENOM	FONCTION	TEL	E-MAIL
1	Dr Célestin SIBOMANA, MD, MPH	SEP/PMSAN	61082208	sibocel@yahoo.fr
2	Ir. NDAGIJIMANA FIDELE	SEP/PMSAN	68151704	fidndagis123@gmail.com
3	Ir. NZAMBIMANA JEAN MARIE	SEP/PMSAN	62662177	jeanmarienzambimana04@gmail.com
4	NKEZIMANA BOUSSESSIA	SEP/PMSAN	69177314	boussessia@gmail.com
5	FRANCIS MUHIRE	SEP/PMSAN	79568901	secretariatsubbdi@hotmail.com
6	Béatrice NDAYISHIMYE	SEP/PMSAN	69149088	beatricendayishimiye@yahoo.com
7	NDAYISHIMIYE NICOLAS	ISTEEBU	79956548	n.ndayishimiye@isteebu.bi
8	Dr. Ir. NIRAGIRA SANCTUS	UB	71509242	nirsanctus@gmail.com
9	NDIMUBANDI JEAN	UB/ FABI	79476660	jean.ndimubandi@gmail.com
10	Dr NICOLAS NITUNGA	DPTA/MSPLS	79506808	nicolasnitunga@gmail.com
11	EMERA WILLY DESIRE	ISABU	71211281	Emwildes13@gmail.com
12	NYANDWI VESTINE	DGA/MINEAGRIE	69605429	Vestinenyandwi84@gmail.com
13	NIBOGORA GLORIOSE	MCTIT	79735025	nibogoragloriose@yahoo.fr
14	NTIRANYIBAGIRA DAMAS	PNSADR-IM FIDA	79904919	Ufcp.pnsadrim@gmail.com
15	Dr Ir BIZIMANA SYLDIE	FOMI	79990722	bizimas@yahoo.fr

Annexe 2 : Liste des participants dans les concertations

Le renforcement des systèmes alimentaires impliquent la participation de nombreux acteurs. Lors du ciblage des invités aux concertations, différents secteurs de la vie socio-économique du pays ont été tenu en considération. Sur 294 invités, 206 avaient répondu présent à l'invitation ; soit un taux de participations de 70% dont 24% sont des femmes et 76% sont des hommes. L'analyse par tranches d'âges nous montre que 15% ont un âge compris entre 20 et 30 ans, 31% entre 30 ans et 40 ans, 43% entre 40 ans 50 ans tandis que 11% ont un âge égal ou supérieur à 50 ans.

Les détails sont indiqués dans le tableau ci-après.

Tableau 4 : Liste des Participants aux concertations nationales et infranationales sur les systèmes alimentaires dans le cadre des préparatifs du Burundi à la participation au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

N°	NOM et PRENOM	FONCTION	TEL	E-MAIL
1	Msc. Ir. MPUBUSA DEO-BEDE	DIRECTEUR DE CABINET /PRIMATURE	68928262	primature@.com.
2	NIYONKURU JEAN CLAUDE	PRESIDENCE	79337709	jeanclaudeniyonkuru@gmail.com
3	Dr Célestin SIBOMANA, MD, MPH	SEP/PMSAN	61082208	sibocel@yahoo.fr
4	DOMINE BANYANKIMBONA	MINISTRE DE LA FPTE	68569137	banydom@yahoo.fr
5	HON.NKURUNZIZA JOCKY CHANTAL	ASSAMBLEE NATIONALE	69043505	njockychantal@yahoo.fr
6	HON.NTAHONTUYE NESTOR	ASSEMBLEE NATIONALE	79410542	Ntahontuyenestor2015@yahoo.com
7	COL.MASUMBUKO EPITACE	PRIMATURE	69038405	Epimas2000@gmail.com
8	NAHIMANA FREDERIQUE	PRIMATURE	61404020	Fredynahi70@gmail.com
9	NTAVYIBUHA BERNARD	PRIMATURE	69913488	ntavyibuhabernard@gmail.com
10	PASTEUR DANIEL KABURA	PRIMATURE	69298647	Dan2kabma@yahoo.com
11	AIMEE NSHIMIRIMANA	PRIMATURE	69685310	nshimime@gmail.com
12	NIKWIBITANGA EVARISTE	PRIMATURE	61736938	nikweva@yahoo.fr
13	OPCI BRUNO NIYONZIMA	PRIMATURE	61062116	Herispoir71@gmail.com
14	ABDALLAH HASSAN	PRIMATURE	69103152	abdallahhassanrgi2@gmail.com
15	MANIRAKIZA ANITHA	PRIMATURE	61211977	Manirakizaanita1975@yahoo.fr
16	BARARWANDIKA BENOIT	PRIMATURE	61227904	barbenjola@yahoo.com
17	NSHIMIRIMANA MODESTE	PRIMATURE	69511978	modesbani@yahoo.com
18	NKURUNZIZA MOISE	PRIMATURE	69021061	Nzizamoise2016@gmail.com
19	BIGIRIMANA BIENVENU	PRIMATURE	69130998	bienubig@gmail.com
20	MANIREREKANA SYRDIE	PRIMATURE	69805999	-
21	Dr ARCADE HATUNGIMANA	PRIMATURE	69068784	arcadehatungimana@gmail.com
22	NDAYIKENGURUKIYE ETIENNE	PRIMATURE	71505467	Ndayikeng59@yahoo.com
23	NDIBANJE MANUELLE	PRIMATURE	69455762	-
24	NDUWIMANA SEBASTIEN	PRIMATURE	68971353	-
25	NDIKUMANA LOUIS	PRIMATURE	79966070	-
26	NGENDABANKA FREDERIC	PRIMATURE	76880010	Nericgis2016@gmail.com
27	IRAMBONA FELIX	PRIMATURE	69217254	-
28	SINZOBATOHANA PIERRE	PRIMATURE	69365737	sinzobatohana@yahoo.fr
29	RUKUNDO JEAN	PRIMATURE	69217254	-
30	NGENDAKUMANA XAVIER	PRIMATURE	71917436	ngendaku@yahoo.com
31	FRANCIS MUHIRE	SEP/PMSAN	79568901	secretariatsubbd@hotmail.com

32	NDAGIJIMANA FIDELE	SEP/PMSAN	68151704	Fidndagis123@gmail.com
33	NZAMBIMANA JEAN MARIE	SEP/PMSAN	62662177	jeanmarienzambimana04@gmail.com
34	NKEZIMANA BOUSSESSIA	SEP/PMSAN	69177314	boussessia@gmail.com
35	NDAYISHIMIYE BEATRICE	SEP/PMSAN	69149088	beatricendayishimiye@yahoo.fr
36	MABANO FRANCIS	SEP/PMSAN	75283498	mabanofrancis@gmail.com
37	NZISABIRA DEUS	SEP/PMSAN	68001351	nzisabiradeus13@gmail.com
38	GATOTO JOSEPH	MAECD	79986747	Gatoto.joseph66@gmail.com
39	MUREKAMBANZE PHILBERT	MAECD	79995004	Murekambanzephilbert1@gmail.com
40	MANIRAKIZA ILDEPHONSE	MINFIN	68374355	Manilde2017@gmail.com
41	NDAYISHIMIYE NICOLAS	ISTEEBU	79956548	n.ndayishimiye@isteebu.bi
42	NIRAGIRA SANCTUS	UB	71509242	nirsanctus@gmail.com
43	SINDAYIKENGERA SEVERIN	UB/EANSI	79975661	sindayikengeras@yahoo.com
44	Dr BONAVENTURE MINANI	UNG	79003566	bnminani@yahoo.fr
45	STANISLAS BIGIRIMANA	UNG	68534735	bigirimana.stanislas@gmail.com
46	Dr NYABENDA STANISLAS	MSPLS	79941878	nyabendastany@yahoo.fr
47	Dr. FIDELE NKEZABAHIZI	PRONIANUT	79956453	Nkezafide2014@gmail.com
48	Dr. ANGELIQUE NSHIMIRIMANA	PRONIANUT	79561134	nshimangee@gmail.com
49	LUHAMA FERDINAND MUHIDINI	DPTA/MSPLS	69451371	fluhama@gmail.com
50	Dr NICOLAS NITUNGA	DPTA/MSPLS	79506808	nicolasnitunga@gmail.com
51	Dr.MARIE-CHANTAL NIYUHIRE	ISABU	79174506	Marichanta2014@gmail.com
52	EMERA WILLY DESIRE	ISABU	71211281	Emwildes13@gmail.com
53	NDIKUMASABO CLEMENT	DGMAVAE/MINEAGRIE	69112579	clementndikumasabo@yahoo.fr
54	NYANDWI VESTINE	DGA/MINEAGRIE	69605429	Vestinenyandwi84@gmail.com
55	BIRORI CELINE	DGE MINEAGRIE	79300916	biroriceline@yahoo.fr
56	NYOROBKA FELECIEN	DGEREA MINEAGRIE	19125609	f.nyorobeka@gmail.com
57	NAHIMANA LIBERAT	MINHEM	69037243	nahimanaliberatfebr@yahoo.fr
58	WAKANA FERDINAND	MINHEM	79977298	wkanafer@gmail.com
59	GASHAKA SETH	MCTIT	79947464	seth.gashaka@gmail.com
60	NIBOGORA GLORIOSE	MCTIT	79735025	nibogoragloriose@yahoo.fr
61	SINARINZI PIERRE	CNTA	79810835	psinarinzi@yahoo.fr
62	NTAHOMVUKIYE CELESTIN	BBN	79449355	nuresne@yahoo.fr
63	SABUSHIMIKE CLAVER	MSNASDPHG	61387594	Sabushimikeclaver4@gmail.com
64	TWAGIRIMANA LEATITIA	MSNASDPHG	69388305	Twagi_letty@yahoo.fr
65	Dr.NDAYITWAYEKO SALVATOR	SEP/CNPS	71650689	ndayitwayekosalvator@gmail.com
66	NDIHOKUBWAYO ALICE	MINCOTIM	68436076	Ndihoalice1979@gmail.com
67	DORIS NEZERWE	MINCOTIM	75976950	Dor_nez4@yahoo.fr

68	NIYONKURU ANICET	MINCOTIM	62238300	anicetniyo@yahoo.fr
69	BANYIYEZAKO BONIFACE	CAB/GVNEUR/CANK UZO	69443104	Banyisbonus5@gmail.com
70	NTIRUYORWA MAMERT	CAB/GVNEUR/CANK UZO	67177759	-
71	SABUKUNZE SERGES	CAB/GVERNEUR GITEGA	68653272	Sabukuserg001@yahoo.fr
72	NTUNGWANAYO JAPHET	CAB/GVNEUR MAKAMBA	79952693	ntungwanayojaphet@gmail.com
73	NDAYIZIGIYE CYRIAQUE	BPMCA BUJUMBURA MAIRIE	79908129	ndayicyr@gmail.com
74	HAVYARIMANA ALPHONSE	BMPCA/MAKAMBA	69256761	Havyaraalphonse@yahoo.fr
75	Ir SOKURU SAIDI	BPMCA/MUYINGA	79906387	sokurusaidi@gmail.com
76	NIYIBIZI MELISSA	BPMCA/RUTANA	69723475	-
77	IKORIVYISHAKA NESTOR	BPMCA RUYIGI	68087965	ikorivyishakanestor@gmail.com
78	NSANANIYE EVARISTE	BPMCA KARUZI	69143190	evaristensana@gmail.com
79	NZAMBIMANA EDOUARD	BPMCA BUBANZA	69124077	Nzambadouard2021@gmail.com
80	KASINE MARIE ANGE	BPMCA NGOZI	71716684	Kasinge2@gmail.com
81	NDAYIZIGIYE THERENCE	BPMCA GITEGA	79097530	Ndayizigiyetherence6@gmail.com
82	NDAYIZEYE FERDINAND	BPMCA/MWARO	79997129	-
83	NDIKUMAGENGE DIEUDONNE	BPMCA BUJUMBURA	79488022	ndikumagengedieu@gmail.com
84	BIGIRIMANA JEAN	BPMCA BURURI	71291403	jeanbigirimana@gmail.com
85	MUYUKU ERNEST	BPMCA MURAMVYA	79286656	Muyukuernest62@gmail.com
86	NTEZIRIBA EZECHIEL	BPMCA CANKUZO	69034050	ntezechiel@yahoo.fr
87	NSENGIYUMVA DIANE	BPMCA KAYANZA	79641156	nsengifaustdiane@gmail.com
88	NDIHOKUBWAYO LAURENT	BPMCA RUMOGE	69545376	laurentndiho@gmail.com
89	NTAHOMPAGAZE LEOPOLD	BPMCA KIRUNDO	79326642	-
90	NIRAGIRA ANICET	DPE RUMONGE	62011731	Anicetniragira6@gmail.com
91	MATATA BAUDOUIN	DPE RUYIGI	71582445	Matatabaud44@gmail.com
92	HABONIMANA PHILBERT	DPE BUBANZA	69073635	philberthabos@gmail.com
93	NTAKARUTIMANA JACQUELINE	DPE MURAMVYA	79962580	Jantakarutimana2@gmail.com
93	NSHIMIRIMANA LOUISE	DPE RUTANA	71027368	louisenshimirimana3@gmail.com
94	BUNTUBWIMANA JEAN MARIE	DPE BURURI	79672198	buntubwimana@gmail.com
95	MBONIHANKUYE ETIENNE	DPE MAKAMBA	69189489	etiennembonihankuye@gmail.com
96	NDAWAYO REFERNCE	DPE BJUMBURA	79235950	-
97	KEZAMAHORO CHRISTINE	BPS BUBANZA	62175448	kezamahorochristine@gmail.com
98	MANIRATUNGA JEAN GEDEON	BPS CANKUZO	68251759	Manjgedeon87@gmail.com
99	RUZAGIRIZA GILBERT	BPS KAYANZA	79972164	ruzagirizagilbert@gmail.com

100	Dr NDIKUMASABO JEAN CLAUDE	BPS RUMONGE	79334731	ndikumasabojeanclaud2015@gmail.com
101	Dr NZISABIRA LEONIDAS	BPS KARUSI	79994561	leonzisa@yahoo.fr
102	Dr LEOPOLD NDIKURIYO	BPS RUYIGI	69351941	Ndikuriyoleopold88@gmail.com
103	Dr OSCAR NTIRANYIBAGIRA	BPS MAKAMBA	79285445	ntiraoscar@gmail.com
104	Dr NIBIGIRA JOEL	BPS BUJUMBURA	69979830	joelnibigira@gmail.com
105	BIGIRIMANA DAMIEN	BPS MURAMVYA	72493514	bigirimana damien@gmail.com
106	Dr NIYONZIMA JEAN BOSCO	BPS NGOZI	79758558	niyonzimajeamnbo@gmail.com
107	Dr TOYI SALVATOR	BPS GITEGA	79320412	Toyisalvator2002@gmail.com
108	Dr BARAKENGUZA JOACHIM	BPS RUTANA	79993714	Drbajoglas014@gmail.com
109	Dr NYAMBIKIYE VENERAND	BPS BURURI	79439801	nyambisv@yahoo.fr
110	Dr AKINDAVYI CLEOPHILE	BPS MAIRIE	79914183	akindavyicleo@yahoo.fr
111	Dr NZUWOSABA EZECHIEL	BPS MWARO	79305380	nzezechi@gmail.com
112	ALI KASSIM	BPEAE MURAMVYA	69102266	Kassimali571@gmail.com
113	NTAHONDEREYE MELCHIADE	BPEAE CANKUZO	79093938	ntahondereyemelchiade@gmail.com
114	RIVUZIMANA LEONIDAS	BPEAE KIRUNDO	69413658	rivuzimanaleonidas@gmail.com
115	BAGORIKINDA PIERRE CLAVER	BPEAE RUTANA	69594767	bagorikindapierreclaver@gmail.com
116	NIZIGIYIMANA JEAN PAUL	BPEAE GITEGA	79823244	
117	MBISAMAKORO GERARD	BPEAE BURURI	68274062	gmbisamakoro@yahoo.fr
118	NKURUNZIZA NICODEME	BPEAE CIBITOKI	68019477	Nkurunzizanicodeme7@gmail.com
119	UWIKINDA OSCAR	BPEAE GITEGA	69478943	uwikuoscar@gmail.com
120	NZOKIRANTEVYE LIBERE	BPEAE MWARO	75568831	liberenzokirantevye@gmail.com
121	KUBWIMANA EMILE	BPEAE NGOZI	69716150	emilekubwayo@yahoo.fr
123	SIMUZEYE RENOVAT	BPEAE RUYIGI	79392549	renovatsimuzeye@yahoo.fr
124	MBARUSHIMANA JEAN CLAUDE	BPEAE MUYINGA	79980054	mbarujeanclaud@yahoo.fr
125	NIBIZI GORDIEN	BPEAE KARUZI	79395586	g.nibizi@yahoo.fr
126	NIYOYITUNGIRA CLAUDINE	ADMICOM MUSONGATI	68918909	niyoyitungiraclaudine9@gmail.com
127	NIYIMBONA STANY	ADMICOM RUTEGAMA	79208632	niyimbonastany@gmail.com
128	NDARUFATIYE REMY	ADMICOM BUTAGANZWA/RUYIGI	69139743	remyndarufatiye@gmail.com
129	NIYONGERE ANDRE	AGRONOMME GITEGA	79456629	Niyande84@gmail.com
130	NIYUBAHWE DAVID	SANGWE MAGARAMA	71332615	-

131	NDUWAYO JEANINE	SANGWE TWITEZIMBERE	72338057	-
132	NDAYIZIGA JONATHAN	SANGWE GITEGA	79417867	-
134	MBONANKIRA ISAAC	SANGWE MUSINZIRA	68865671	-
135	NTAHOMBAYE JEANINE	COOPERATIVE TWITEZIMBERE	71837302	-
136	KABURA SAIDI	COOPERATIVE	79431974	-
137	NDAYISHIMIYE CLOTILDE	COOPERATIVE	79622200	-
138	IRANKUNDA ARNAND	COOPERATIVES DES TECHNICIENS ELECTROMECHANIQUE S ET E.I	69862490	-
139	CIZA SOPHIE	COOPERATIVE DUKORERESHAMWE	69481737	-
140	NDEYIMANA ALICE	ASSOCIATIONS DES AGRICULTEURS	-	-
141	KARABASESA DEVOTE	ASSOCIATIONS DES AGRICULTEURS	69515685	-
142	BAMPAKUBUSA GABRIEL	ASSOCIATIONS DES AGRICULTEURS	79430037	-
143	NSHIMIRIMANA ELIE	ASSOCIATIONS DES CHERCHEURS D'EMPLOI	79889406	-
144	MAMIRAKIZA JEAN THIERRY	GROUPEMENT DES JEUNES HIGIRO	61134663	manirjeanth@gmail.com
145	NTANAHASI LINO	ABG-BURUNDI	79242813	Intanahasi@gmail.com
146	NIZIGIYIMANA EGIDE	PRODUCTEUR /SEMENSES	79250559	-
147	NYAGIRIMANA RAISSA	AGRI-ELEVEUR	68291501	-
148	NZAMBIYUMVA THEOGENE	AGRI-ELEVEUR	69159778	-
149	NIYIMBONA MOISE	AGRICULTEUR PRODUITS MARAICHE	69645798	-
150	MANIRAMBONA JEAN PETIT	AGRICULTEURS PRODUITS FRUITIERS	69159549	-
151	NSABIMANA ROSE	ELEVEURS	69562305	-
152	NIYONKURU ANITHA	ELEVEURS DES POULES	69426768	-
153	KWIZERA ELVIS	VENDEUR PRODUITS ALIMENTAIRES	69261012	ELVISKWIZERA22@gmail.com
154	NDABIRORERE SALVATOR	FAO	79954960	Salvator.ndabirorerefao.org
155	MASUGURU APPOLLINAIRE	FAO	79933558	appollinaire.masuguru@fao.org
156	ISAIAS ANGUE	FAO	79995507	isaiasangueasoma@fao.org
157	NGOWENUBUSA CELEUS	FAO	17514093	celeusrwshinga@gmail.com
158	NDIMUBANDI JEAN	FAO	79476660	jean.ndimubandi@gmail.com

159	BARIHUTA MONIQUE	PAM	76668820	moniquebarihuta@wfp.org
160	EGIDE NSENGIMANA	PAM	79733532	egide.nsengimana@wfp.org
161	TAAL HOUSAINOU	PAM	76343841	-
162	KODJO NIANKE EZOUA	PAM	71052854	Niamkezoua.kodjo@wfp.org
163	SYLLA MOYABI	PAM	79210222	Moyabi.sylla@wfp.org
164	GIULIA PARZANI	PAM	62674817	Giulia.parzani@who.int
165	AKUMUTWENZI PARFAIT	PAM	75695352	Parfaita.kumutwenzi@wfp.org
166	Dr. MUNYANA LAURENCE	OMS	79994930	munyanal@who.int
167	Dr. EUGENIE NIANE	OMS	76005604	nianee@who.int
168	DORA-AIMEE DUSHIME	UNICEF	71774190	ddushime@unicef.org
169	SINDAYIGAYA BERNARD	UNCDF	79923483	bernard.sindayigaya@uncdf.org
170	RICHMOND TIEMOKO	UNFPA	76806509	tiemoko@unfpa.org
171	JEAN MARIE BIBARA	UE	79945294	Jean-Marie.BIBARA@uas.europa.eu
172	NTIRANYIBAGIRA DAMAS	PNSADR-IM FIDA	79904919	Ufcp.pnsadrim@gmail.com
173	Dr. BASENYA OLIVIER	BANQUE MONDIALE	79927543	obasanya@worldbank.org
174	Dr. CONAYISAVYE ALINE	CWW	79941158	Aline.conayisavye@concern.net
175	Ir. BONAVENTURE NDAYISENGA	CARITAS BURUNDI	79494040	Bndayisenga64@gmail.com
176	SIMON PIERRE NTIRAMPEBA	WVI/BDI	79925593	Simon-pierre-ntirampeba@wvi.org
177	MARTHE MBENGUE	WVI/BDI	71364928	Marthe-mbengue@wvi.org
178	NDAYISHIMIYE JEAN MARIE	CAPAD	79970470	jmndayi@yahoo.fr
179	BIZIMANA SYLDIE	FOMI	79990722	bizimas@yahoo.fr
180	BIKEBAKO PONTIEN	TWITEZIMBERE ASBL	75510099	bikebakopontien@yahoo.fr
181	BIGIRIMANA FRANCOIS	UNIPROBA	79292123	Bigirimana845@gmail.com
182	NDIKUMASABO EZECHIEL	PRDAIGL	79923956	ndikumez@gmail.com
183	GINETTE KARIREKINYANA	CFCIB	71174380	ginettekarire@gmail.com
184	KAYITESI ODETTE	PRRPB	79906283	kayitesi125@yahoo.fr
185	IRAKOZE AISHA	RTNB	79010891	-
186	BARANGEZA LAURENT	RTNB	79106748	baranglaur@gmail.com
187	BUKURU DONATIENNE	RTNB	79916393	bukurudonatienne@gmail.com
188	KAMWENUBUSA MATHIEU	RTNB	79653221	-
189	NIYONGABO BONAVENTURE	RTNB	79972869	-
190	IRADUKUNDA ODETTE	ABP	71106644	iradette@gmail.com
191	BANKIKA BONAVENTURE	NDERAGAKURA	62694668	bonaventurebankika@gmail.com
192	MPUNDUNZIZA LAURENT	JOURNAL LE RENOUVEAU	71939468	mpundunzizalaurent@gmail.com
193	UWAMAHORO BLANDA	JOURNAL AFRICA	76327475	uwablanda@gmail.com
194	IBRAHIM SELEMANI	JOURNAL AFRICA	68412723	selemanibrahim@gmail.com
195	SIBOMANA J. CLAUDE	EJO HEZA NEWS	62853388	Sjeauclaude681@gmail.com
196	LEVIS TUYIZERE	EJO HEZA NEWS	62853388	-

197	GERARD HABURANIMANA	BUJA 24	79423358	gerardhaburanimana@gmail.com
198	MAJAMBERE MAMERT	RTV BUNTU	79805660	majambert@gmail.com
199	INAMUCO IMMACULEE	BURUNGA NEWS	79115216	sinamuco@gmail.com
201	MBANANAYO CLAUDE	R/CULTURE	62040609	claudembana@gmail.com
202	NDIKUMWENAYO EZECHIEL	MASHARIKI TV	79478897	Ndikeze88@gmail.com
203	NIYONKURU JACQUELINE	JOURNAL UBUMWE	69736252	niyojacqueline@gmail.com
204	IGIRANEZA BABLINE	MASHARIKI TV	75115882	igiranezababline5@gmail.com
205	NGENDAKUMANA JM VIANNEY	RTV ISANGANIRO	61394820	ngendavianne@gmail.com
206	JESCA KHAREN INGABIRE	BETV	76547109	jescakhareningabire@gmail.com
207	INNOCENT NDIHOKUBWAYO	RTV BUNTU	72437307	indihokubwayo@gmail.com
208	NDIKUMANA FIACRE	RIU	71655460	kkaoudor@gmail.com

Tableau 5 : Liste des Participants à l'atelier de validation technique de la feuille de route nationale pour le renforcement des systèmes alimentaires au Burundi

N°	NOM et PRENOM	FONCTION	TEL	E-MAIL
1	NGENDAKUMANA XAVIER	PRIMATURE	71917436	ngendaku@yahoo.com
2	Dr CELESTIN SIBOMANA	SEP/PMSAN	61082208	cibocel@yahoo.fr
3	FRANCIS MUHIRE	SEP/PMSAN	79568901	secretariatsubbdi@hotmail.com
4	NDAGIJIMANA FIDELE	SEP/PMSAN	68151704	Fidndagis123@gmail.com
5	NZAMBIMANA JEAN MARIE	SEP/PMSAN	62662177	jeanmarienzambimana04@gmail.com
6	NKEZIMANA BOUSSESSIA	SEP/PMSAN	69177314	boussessia@gmail.com
7	NDAYISHIMIYE BEATRICE	SEP/PMSAN	69149088	beatricedayishimiye@yahoo.fr
8	GATOTO JOSEPH	MAECD	79986747	Gatoto.joseph66@gmail.com
9	OPCI NZEYIMANA FREDERIC	MIDCSP	79912063	Freddynzeyi74. @gmail.com
10	NDAYISHIMIYE GASPARD	MFBPE	79823071	Ndaygas2026@yahoo.fr
11	NTUNZWENIMANA MELANCE	UB/EANSI MNRS	79513634	melance.ntunzwenimana@ub.bi
12	Dr NICOLAS NITUNGA	DPTA/MSPLS	79506808	nicolasnitunga@gmail.com
13	Dr. FIDELE NKEZABAHIZI	PRONIANUT	79956453	Nkezafide2014@gmail.com
14	EMERA WILLY DESIRE	ISABU	71211281	Emwildes13@gmail.com
15	RIVUZIMANA REBECCA	MINEAGRIE	79947147	rebecca.rivuzimana@gmail.com
16	NZOPFABARUSHE LIEVIN	MCTIT	77730266	nzopfabarushelievin@gmail.com
17	DORIS NEZERWE	MINCOTIM	75976950	Dor_nez4@yahoo.fr
18	MASUGURU APPOLLINAIRE	FAO	79933558	appollinaire.masuguru@fao.org
19	SINDABARIRA ISIDORE	FAO	79961124	isidore.sindabarira@fao.org
20	NGOWENUBUSA CELEUS	FAO	17514093	celeusrwshinga@gmail.com
21	NDIMUBANDI JEAN	FAO	79476660	jean.ndimubandi@gmail.com
22	EGIDE NSENGIMANA	PAM	79733532	egide.nsengimana@wfp.org
23	MAHWANE JEAN	PAM	79984496	jean.mahwane@wfp.org
24	DELPHIN DIASOLUA NGUDI	PAM	76343872	Delphin.diasolua@wfp.org

25	DORA-AIMEE DUSHIME	UNICEF	71774190	ddushime@unicef.org
26	SINDAYIGAYA BERNARD	UNCDF	79923483	bernard.sindayigaya@uncdf.org
27	SIMON PIERRE NTIRAMPEBA	WVI/BDI	79925593	Simon-pierre-ntirampeba@wvi.org